



BORDEAUX 2025

FORUM MONDIAL
DE L'ÉCONOMIE SOCIALE
ET SOLIDAIRE

29 - 31 Octobre 2025

**Un autre
monde
est déjà
là !**

Débats, déclarations et perspectives





Crédits

Document réalisé par le Secrétariat général du GSEF à partir des travaux, échanges et contributions issus du Forum mondial de l'ESS BordeauxGSEF2025, organisé à Bordeaux du 29 au 31 octobre 2025.

Coordination éditoriale : Secrétariat général du GSEF

Contributions : SCIC ACC'ESS, intervenant-es et participant-es de BordeauxGSEF2025

Photographies : Laurent Estreboou, Thomas Sanson, Arthur Péquin

Conception graphique :

- Identité visuelle du Forum conçue par la coopérative Otempora
- Conception et mise en page du document : Secrétariat général du GSEF

GSEF – Global Forum for Social and Solidarity Economy

Bordeaux, France, juillet 2026 - Toute reproduction, diffusion ou utilisation, totale ou partielle, de ce document est autorisée sous réserve de mentionner la source.

Photo : Arthur Péquin

Sommaire

4 Introduction

Édito
À propos du GSEF
Le Forum en chiffres

9 Sessions plénières

- 10 Conférence inaugurale
Les dynamiques gouvernementales à l'œuvre en faveur de l'ESS
Anticiper et réfléchir : un réseau de recherche pour ouvrir la voie à une action collaborative durable
- 11 Après la reconnaissance de l'ESS par les organisations internationales, le temps des actes
Les politiques locales d'ESS : quelle ambition pour changer d'échelle ?
- 12 L'avenir passe par les territoires : le témoignage de maires et de gouvernements locaux
- 13 L'ESS au cœur des transitions économiques territoriales
Le financement de l'ESS : le défi des moyens
- 14 Le travail décent, une nécessité pour l'émancipation
Et si davantage de démocratie économique était la solution ?
- 15 Quand une dystopie devient réalité, comment se situe l'ESS ?
L'ESS, un vecteur de paix sociale

17 Parcours thématiques

- 18  Financer la transition : quels outils pour soutenir l'ESS ?
- 20  Agir pour la transition écologique : énergie, alimentation, déchets
- 22  Développer l'emploi décent : travail, démocratie et inclusion
- 24  Faire ensemble : coopérations, territoires et action publique
- 26  Développer le pouvoir d'agir : l'autonomie pour tous
- 28  Prendre soin : l'ESS, un acteur clé dans la fourniture de services sociaux
- 30  Inventer un futur désirable : innovation, impact et nouveaux récits

33 Les déclarations

- 34 Déclaration de BordeauxGSEF2025
- 37 Déclaration pour une paix durable
- 40 Déclaration internationale de la jeunesse pour l'ESS

Edito

La 7^{ème} édition du Forum mondial de l'Économie Sociale et Solidaire du GSEF a été marquée par une mobilisation exceptionnelle de la société civile internationale, réunissant plus de 10 000 participants venus de tous les continents.

Ce Forum était imprégné d'un esprit de résistance qui nous a tous animés, dans l'affirmation collective qu'un autre monde est déjà là et qu'il doit poursuivre sa construction.

Affirmation paradoxale toutefois, car d'un côté nous avons vécu ces dernières années le momentum de l'Économie Sociale et Solidaire (ESS), marqué par sa reconnaissance croissante par les grandes institutions internationales ; mais de l'autre, l'ascension des régimes autoritaires et les tensions géopolitiques la mettent au défi.

Ce que nous retenons, c'est que, loin de céder à la fatalité, nous avons fait vivre une Internationale solidaire visant à rassembler les peuples autour d'un horizon de progrès.

Pour le GSEF, cela a marqué un tournant autour de quatre axes.

D'abord, ce souffle s'est retrouvé dans la très forte participation des jeunes, dans la continuité de la dynamique initiée à Dakar deux ans plus tôt. L'émotion que nous avons tous ressentie à la lecture de leur Déclaration nous a pleinement fait prendre conscience qu'un mouvement se lève et qu'il ne s'arrêtera pas.

Ensuite, mieux conscients de notre force, nous devons nous montrer plus exigeants à l'égard des décideurs. La reconnaissance nouvelle dont bénéficie l'ESS ne s'accompagne bien souvent pas des moyens à la hauteur des ambitions affichées. Nous avons clairement mis à l'agenda la question du financement de l'ESS pour atteindre les Objectifs de développement durable.

En outre, nous avons développé nos liens avec le monde académique. Si le principal atout de l'ESS réside dans ses innombrables initiatives, qu'elle renouvelle sans cesse, nous devons encore mieux les comprendre et les partager pour réussir la transformation sociale que nous appelons tous de nos vœux.

Enfin, dans un monde de plus en plus instable, où les guerres se multiplient et où la lutte contre le changement climatique recule, nous avons rappelé notre engagement pacifiste. En renforçant la justice sociale et la démocratie, l'ESS contribue à prévenir les conflits, de la même façon qu'elle concourt à la reconstruction et à la réconciliation lorsque ceux-ci se sont produits.

BordeauxGSEF2025 n'était donc pas seulement un événement fédérateur, mais bien une étape clé sur la voie de la construction d'un monde meilleur.

Stéphane MONTUZET, *Co-président du GSEF, Président de la CRESS Nouvelle-Aquitaine, France*
Timothée DUVERGER, *Président du Comité Scientifique de BordeauxGSEF2025, France*

Et après le Forum ?

Retrouvez sur bordeauxgsef2025.org l'ensemble des ressources produites à l'occasion du Forum :

- Les rediffusions des sessions plénières
- Les podcasts et articles consacrés aux tables rondes
- Les déclarations de BordeauxGSEF2025
- Le répertoire des intervenantes et intervenants
- Les retours sur les parcours territoriaux
- Les émissions du Plateau Radio ESS
- Les publications liées au Forum

Autant de ressources pour approfondir les débats, partager les enseignements du Forum et poursuivre la mobilisation en faveur de l'Économie Sociale et Solidaire.

À propos du GSEF



Une organisation internationale

Créé en 2013 à Séoul, le GSEF - Global Forum for Social and Solidarity Economy - est un réseau international qui rassemble des gouvernements locaux, des réseaux et organisations de l'ESS, des institutions publiques, des organisations de jeunesse, des acteurs de la finance sociale et solidaire ainsi que des universités et centres de recherche engagés dans le développement de l'ESS.

Fort de ses 94 membres dans 36 pays et 5 continents, le GSEF repose sur une conviction forte : les réponses aux grands défis sociaux, économiques et environnementaux doivent être construites à partir des territoires, grâce à la coopération entre les gouvernements locaux, la société civile, le monde de la recherche et les acteurs économiques.

gsef-net.org

Le GSEF opère dans 5 domaines clés :

-  Plaidoyer à l'échelle internationale, nationale et locale
-  Formation et renforcement des capacités des territoires : de la sensibilisation au développement de politiques publiques
-  Valorisation des initiatives et échange d'expériences
-  Appui au développement de réseaux d'acteurs publics/privés
-  Recherche appliquée et publications

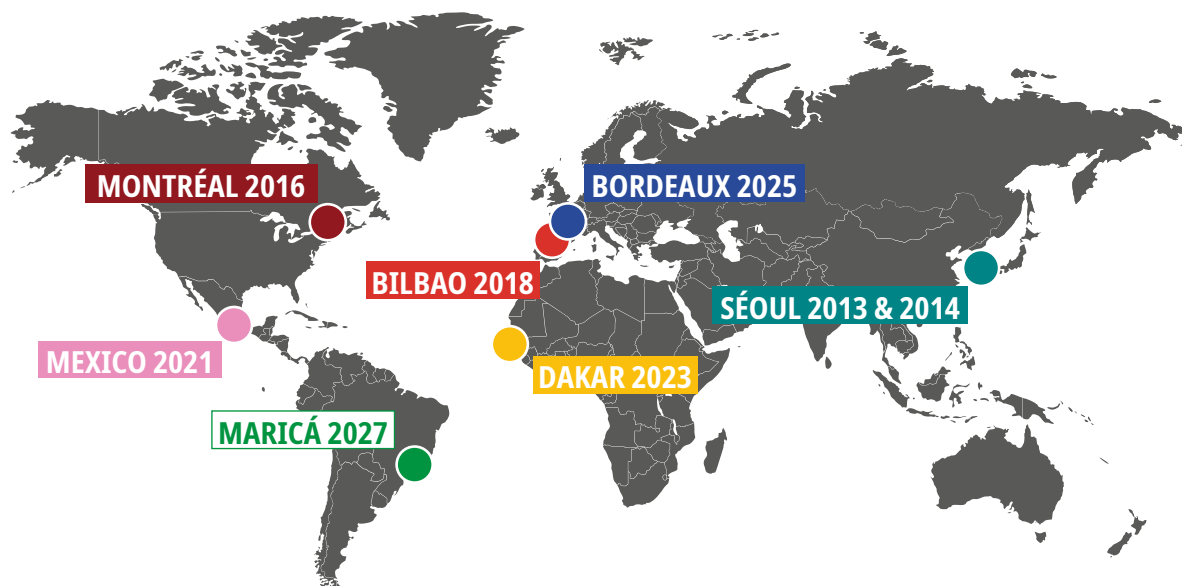
Au fil des années, le réseau s'est affirmé comme l'un des principaux cadres internationaux de dialogue, de coopération et de plaidoyer en faveur de l'ESS. Son action s'articule autour de plusieurs dimensions complémentaires : l'animation de dynamiques continentales, la production de connaissances, le développement de coopérations internationales et l'organisation, tous les deux ans, du Forum mondial de l'ESS.

Un rendez-vous : le Forum mondial de l'ESS

Organisé à tour de rôle par une ville membre du réseau, le Forum mondial du GSEF constitue aujourd'hui un rendez-vous majeur pour la communauté internationale de l'ESS. Il réunit collectivités territoriales, organisations et réseaux de l'ESS, institutions publiques, chercheurs, acteurs de la finance sociale et solidaire, organisations de jeunesse et partenaires internationaux autour des grands enjeux de transformation des territoires.

Chaque édition est également un lieu de construction collective de propositions et de plaidoyers visant à renforcer la reconnaissance de l'ESS dans les politiques publiques aux échelles locale, nationale et internationale.

Après Séoul, Montréal, Bilbao, Mexico et Dakar, la 7^{ème} édition du Forum s'est tenue à Bordeaux en France, du 29 au 31 octobre 2025.



BordeauxGSEF2025 en chiffres

10 800 participants

participation internationale

10 800



participants sur les 3 jours et 3 lieux du Forum

de plus de **100** nationalités sur **5** continents

152 gouvernements locaux et nationaux

représentés par **343** élus et agents

Amérique du Nord 14%

4% Asie

50% Europe (hors France)

Amérique Latine et Caraïbes 6%

Afrique 24%

2% Océanie

participation française



53%

des participants viennent de France

parcours territoriaux

La veille de l'ouverture du Forum, la Région Nouvelle-Aquitaine, le Département de la Gironde et la CRESS Nouvelle-Aquitaine ont proposé des parcours en territoire à la rencontre des dynamiques et initiatives locales de l'ESS.



9

parcours territoriaux

40

participants en moyenne

3 jours, 3 lieux

3 lieux d'échanges

Au Palais 2 l'Atlantique

13 plénières

162 tables rondes

86 intervenants en plénière

848 intervenants en tables rondes

55 stands sur le salon

16 émissions de radio

Au Hangar 14

37 acteurs sur le village

27 ateliers

3 grandes conférences

101 intervenants

À la Cité Bleue

23 ateliers

3 expositions

1 soirée cinéma en plein air

93 intervenants

la place de la culture

Au Palais 2 l'Atlantique

Ouverture du Forum par les Chœurs de l'Opéra National de Bordeaux

Clôture du Forum par la batucada Zumbi Rei

3 expositions

Au Hangar 14

3 performances sur l'espace public

3 DJ set le soir **1** performance live

13 expositions

2 cérémonies

Replay Cérémonie d'ouverture



Intervenant-es

- Pierre HURMIC [France](#)
Maire de Bordeaux, Co-président du GSEF
- Alain GARNIER [France](#)
Vice-président de Bordeaux Métropole en charge de l'ESS
- Jean-Luc GLEYZE [France](#)
Président du Département de la Gironde
- Alain ROUSSET [France](#)
Président du Conseil régional de Nouvelle-Aquitaine
- Stéphane MONTUZET [France](#)
Président de la CRESS Nouvelle-Aquitaine, Co-président du GSEF
- Simel ESIM [Suisse](#)
Directrice de l'unité de l'Économie coopérative, sociale et solidaire à l'OIT et Présidente de l'UNTFSSSE
- Benoît HAMON [France](#)
Président d'ESS France

Modération

- Stéphane PFEIFFER [France](#)
Adjoint au maire de Bordeaux en charge de l'ESS

Replay Cérémonie de clôture



Intervenant-es

Introduction

- Fabienne ORÉ-COURREGELONGUE [France](#)
Coordinatrice générale de BordeauxGSEF2025
- Aude SALDANA [France](#)
Secrétaire générale du GSEF

Lecture des déclarations

- Déclaration pour une paix durable *voir page 37*
- Déclaration internationale de la jeunesse *voir page 40*
- Déclaration de BordeauxGSEF2025 *voir page 34*

Annnonce de Maricá comme ville hôte de GSEF2027

- Pierre HURMIC [France](#)
Maire de Bordeaux, Co-président du GSEF
- Diego ZEIDAN [Brésil](#)
Représentant du maire de la ville de Maricá
- Fernando ZAMBAN [Brésil](#)
Secrétaire National à l'Économie Populaire et Solidaire
- Matheus GAÚCHO [Brésil](#)
Secrétaire en charge de l'ESS de la ville de Maricá

3 déclarations *voir la section dédiée en page 33*

Déclaration de
BordeauxGSEF2025

Déclaration pour
une paix durable

Déclaration
internationale de la
jeunesse pour l'ESS





Photo : Thomas Sanson

Sessions Plénières

À travers ses plénières, BordeauxGSEF2025 a donné à voir un Forum pleinement conscient de l'ampleur des défis à relever et de l'urgence des réponses à construire. Entre plaidoyer, réflexion, démonstration par la preuve, mobilisation et appel à l'action, cette édition a affirmé avec force ses convictions.

- Les **10 plénières politiques** ont réuni responsables politiques, représentants d'institutions internationales et grandes figures des réseaux de l'ESS pour débattre des enjeux, des visions et des conditions nécessaires à un développement durable, inclusif et ancré dans les territoires.
- Les **4 plénières thématiques** ont, quant à elles, permis à des personnalités de premier plan de dialoguer autour des grands questionnements qui traversent aujourd'hui l'ESS, nourrissant la réflexion et ouvrant de nouvelles perspectives pour celles et ceux qui la font vivre au quotidien.

Replay

-  Conférence inaugurale
-  Les dynamiques gouvernementales à l'œuvre en faveur de l'ESS
-  Anticiper et réfléchir : un réseau de recherche pour ouvrir la voie à une action collaborative durable
-  Après la reconnaissance de l'ESS par les organisations internationales, le temps des actes
-  Les politiques locales d'ESS : quelle ambition pour changer d'échelle ?
-  L'avenir passe par les territoires : le témoignage de maires et de gouvernements locaux
-  L'ESS au cœur des transitions économiques territoriales
-  Le financement de l'ESS : le défi des moyens
-  Le travail décent, une nécessité pour l'émancipation
-  Et si davantage de démocratie économique était la solution ?
-  Quand une dystopie devient réalité, comment se situe l'ESS ?
-  L'ESS, un vecteur de paix sociale



Conférence inaugurale

Organisée en partenariat avec le CIRIEC International, la conférence inaugurale a donné la parole à l'économiste Pavlina Tcherneva autour d'un sujet majeur : la garantie d'emploi.



Intervenante

- Pavlina TCHERNEVA **États-Unis**
Présidente du Levy Economics Institute, Professeure d'économie au Bard College et Directrice de l'initiative OSUN Economic Democracy Initiative

Introduction

- Timothée DUVERGER **France**
Président du Comité Scientifique de BordeauxGSEF2025



Les dynamiques gouvernementales à l'œuvre en faveur de l'ESS

Cette édition du Forum mondial de l'ESS s'est inscrite dans une séquence internationale déterminante, à quelques jours du Forum Social Mondial à Doha réunissant chefs d'État et organisations internationales pour accélérer la mise en place d'un nouveau contrat social mondial.

Comment les États confortent-ils la reconnaissance de l'ESS par les organisations internationales ? Comment contribuent-ils à porter dans un contexte chahuté, une dynamique en matière d'ESS à l'échelle continentale ? Quelle politique nationale pour l'ESS et avec quels moyens ?



Intervenant-es

- Dr Alioune DIONE **Sénégal**
Ministre de la Microfinance et de l'Économie Sociale et Solidaire
- Gilberto CARVALHO **Brésil**
Secrétaire national de l'Économie Populaire et Solidaire, Ministère du Travail et de l'Emploi
- María Amparo MERINO SEGOVIA **Espagne**
Secrétaire d'État à l'Économie Sociale
- Luis GUTIÉRREZ REYES **Mexique**
Secrétaire à l'Économie Sociale et Solidaire
- YOON Ho-jung **Corée du Sud**
Ministre de l'Intérieur et de la Sécurité
- Maxime BADUEL **France**
Délégué ministériel à l'Économie Sociale et Solidaire
- Lamia KAMAL-CHAOUI **France**
Directrice du Centre pour l'entrepreneuriat, les PME, les régions et les villes, OCDE

Modération

- Stéphane MONTUZET **France**
Président de la CRESS Nouvelle-Aquitaine, Co-président du GSEF



Anticiper et réfléchir : un réseau de recherche pour ouvrir la voie à une action collaborative durable

Cette session plénière a constitué la séance de clôture de la 10ème Conférence Internationale de Recherche du CIRIEC sur l'Économie Sociale, qui s'est tenue à Bordeaux du 27 au 29 octobre 2025, en partenariat avec BordeauxGSEF2025.



Intervenant-es

- Dr Carmen MARCUELLO **Espagne**
Université de Saragosse, CIRIEC-España, CIRIEC International
- Dr Timothée DUVERGER **France**
Sciences Po Bordeaux, CIRIEC-France
- Dr Marletta BUCHELI **Colombie**
Université Pontificale Javeriana Bogotá, CIRIEC-Colombia, Vice-présidente CIRIEC International
- Dr Jean-Louis CABRESPINES **France**
Délégué Général du CIRIEC-France

Modération

- Barbara SAK **Belgique**
Directrice du CIRIEC International



Après la reconnaissance de l'ESS par les organisations internationales, le temps des actes

En cette année internationale des Coopératives proclamée par les Nations Unies, le Forum mondial s'est inséré dans un agenda international intense, entre la 4e conférence sur le Financement du Développement (FF4D) et à la veille du deuxième Sommet Mondial pour le développement social à Doha en novembre.

Depuis le momentum de sa reconnaissance internationale en 2022 et 2023, l'ESS est envisagée comme un levier clé permettant l'atteinte des 17 ODD de l'agenda 2030. Comment poursuivre la mise en œuvre concrète des différentes recommandations et résolutions ?

Cette plénière a permis de faire un point d'étape, interrogeant les organisations sur l'affirmation de leur rôle en matière d'ESS, et les questionnant sur la portée concrète des engagements pris et des plans d'action déployés.



Les politiques locales d'ESS : quelle ambition pour changer d'échelle ?

Auparavant marquées par une approche atomisée (divisée entre familles juridiques) et parfois limitée à la fonction réparatrice de l'ESS, les nouvelles politiques locales d'ESS en font un modèle socio-économique pluriel et transformateur, capable de relever les défis de la soutenabilité et de l'inclusion.

Est-ce un simple aménagement du système, laissant une place à l'ESS pour coexister avec une économie capitaliste qui demeure la norme ?

Ou ces nouvelles politiques ont-elles le potentiel de changer ce système en le recomposant autour de l'ESS, ses règles, ses processus et ses organisations ?

Cette session plénière vise à croiser, partager et mettre en débat les travaux menés par le GSEF et le CIRIEC International sur les politiques locales d'ESS.



Intervenant-es

- Ruth PASERMAN **Belgique**
Directrice générale, DG Emploi, affaires sociales et inclusion, Commission européenne
- Lope B. SANTOS III **Philippines**
Directeur général, Commission nationale de lutte contre la pauvreté (NAPC)
- Mauricio RODRÍGUEZ AMAYA **Colombie (vidéo)**
Directeur général de la Prospérité sociale (DPS), Colombie, Coordinateur exécutif du RIFESS – Réseau Ibéro-Américain de Promotion de l'Économie Sociale et Solidaire
- Sébastien VAUZELLE **France**
Chef du secrétariat de la Coalition Local2030, Nations Unies

Modération

- Aude SALDANA **France**
Secrétaire Générale du GSEF

Intervenant-es

- Diego ZEIDAN **Brésil**
Représentant du maire de la ville de Maricá
Spécialiste des politiques d'ESS
- Eider INUNCIAGA **Espagne**
Conseillère municipale de la Ville de Bilbao, Service Participation Citoyenne, Agenda 2030 et affaires internationales
- Nathalie TUBIANA **France**
Directrice des Finances et de la Politique durable du groupe Caisse des dépôts
- Marguerite MENDELL **Québec, Canada**
Économiste et professeure distinguée émérite à l'École des Affaires publiques et Communautaires, Directrice de l'Institut Karl Polanyi d'économie politique, Concordia University
- Rafael CHAVES **Espagne**
Président du Comité Scientifique du CIRIEC-España

Modération

- Timothée DUVERGER **France**
Président du Comité Scientifique de BordeauxGSEF2025





L'avenir passe par les territoires : le témoignage de maires et de gouvernements locaux

L'avenir passe par les territoires et par celles et ceux qui y vivent et y agissent. Cette échelle dans un contexte mondial fluctuant et incertain redonne du pouvoir d'agir et permet de construire localement des réponses robustes à des enjeux sociétaux et environnementaux.

Le réseau GSEF met l'accent sur le rôle des gouvernements locaux et des maires en affirmant leur rôle crucial dans la gouvernance et la résolution des principaux défis du 21^{ème} siècle.

Ces deux plénières illustrent cette conviction et mettent en avant les partenariats fondamentaux entre les gouvernements locaux et la société civile s'accompagnant d'un renouvellement des processus démocratiques et de la nécessité d'un dialogue permanent. Elles ont proposé un panorama d'initiatives et d'expériences partout dans le monde, sources d'inspirations pour d'autres élus comme pour les acteurs et actrices de l'ESS.



L'ESS au cœur des transitions économiques territoriales

Face à un modèle économique mondial qui contribue à creuser les inégalités et à accélérer la dégradation de notre planète, il est essentiel de soutenir et d'amplifier les transitions déjà à l'œuvre.

Cette plénière a abordé la façon dont nous pouvons repenser nos modèles, transformer nos territoires et renforcer l'impact positif de l'économie sur la société et l'environnement en conjuguant nos forces.



Intervenant-es

PARTIE 1

- Bora KIM **Corée du Sud**
Présidente de SSEGOV et Maire d'Anseong-si, Gyeonggi
- Michael KPAKPO ALLOTEY **Ghana**
Maire d'Accra
- Ana UMBELINO **Portugal**
Présidente du Réseau REVES et Ancienne Vice-Maire de Torres Vedras
- Freddy MONTES **Colombie**
Maire de Belén de Umbría

PARTIE 2

Intervenant-es

- Yves COPPIETERS **Belgique**
Ministre de la Santé, de l'Environnement, des Solidarités, de l'Économie Sociale, de l'Égalité des chances et des Droits des femmes - Gouvernements wallon et de la Fédération Wallonie-Bruxelles
- Monique AYI **Cameroun**
Maire de Dzeng, Présidente du REMCESS – Réseau des Maires du Cameroun pour l'ESS
- Pia IMBS **France**
Présidente de l'Eurométropole de Strasbourg
- Christophe BOUILLON **France**
Maire de Barentin, Président de l'APVF – Association des Petites villes de France
- Hadiano RASYID **Indonésie**
Maire de Palu

Modération

- Mahel COPPEY **France**
Présidente du RTES

Intervenant-es

- Maryline FILIPPI **France**
Enseignante chercheuse à Bordeaux Sciences Agro
- Kako NUBUKPO **Togo**
Économiste, ancien ministre de la Prospective et de l'Évaluation des politiques publiques du Togo et ancien commissaire togolais au sein de la Commission de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA)
- Isabelle FERRAND **France**
Directrice Générale de la Confédération Nationale du Crédit Mutuel
- Antoine GROLIN **France**
Président de Nhood et Ceetrus

Modération

- Denis STOKKINK **Belgique**
Économiste



Le financement de l'ESS : le défi des moyens

La question du financement des acteurs de l'ESS est partout dans le monde une préoccupation majeure, tant en termes de mobilisation que de gouvernance des ressources. Des mécanismes de financement et des règles économiques ré-interrogées doivent permettre une redirection massive des investissements vers l'ESS.

Quelles alliances vertueuses entre gouvernements, institutions financières de développement et communautés, permettront d'ancrer les principes de l'ESS dans la gouvernance financière, en tenant compte des réalités territoriales ?

PARTIE 1

Comment assurer le financement de l'ESS pour renforcer son positionnement dans l'ensemble de l'économie ?



Intervenant-es

- Rémy RIOUX **France** (vidéo)
Directeur Général de l'AFD – Agence Française de Développement
- Frédérique DESTAILLEUR **France**
Présidente du Directoire de la Caisse d'Épargne Aquitaine Poitou-Charentes
- Kèmi FAKAMBI **Bénin**
Directrice Générale de SENS Bénin – Solidarités Entreprise Nord-Sud Bénin
- Marc PICARD **Québec, Canada**
Directeur Général de la Caisse d'Économie Solidaire Desjardins
- Gisèle ROSSAT-MIGNOD **France**
Directrice du Réseau Banque des Territoires, groupe Caisse des Dépôts
- Aly RAHIM **États-Unis** (vidéo)
Responsable de programme, The Civil Society and Social Innovation Alliance (CIVIC) et Partenariat mondial pour la redevabilité sociale (GPSA) ; Responsable mondial de l'engagement civique et citoyen, Banque mondiale

Modération

- Denise Fatoumata NDOUR **Sénégal**
Administratrice générale de la Fondation Sen'Finances, Présidente d'INAISE – Association Internationale des Investisseurs dans l'Économie Sociale

Comment passer d'une finance au service d'une minorité à une finance au service des personnes, des territoires et de la planète ?

Pour en discuter, les intervenant-es de cette plénière en deux parties ont présenté leurs visions d'une finance fondée sur la solidarité, l'éthique, la démocratie et la justice sociale.

PARTIE 2

Quels sont les enjeux de la consolidation des acteurs du financement de l'Économie Sociale et Solidaire ?



Intervenant-es

- Pascal MICHARD **France**
Président d'Aéma Groupe
- Daniel SORROSAL **Belgique**
Secrétaire général de la FEBEA – European Federation of Ethical and Alternative Banks and Financiers
- Young KIM **Corée du Sud**
Membre du conseil d'administration de la Fondation SVS – Korea Social Value and Solidarity Foundation
- Véronique FAUJOUR **France**
Déléguée générale de la Fondation Grameen – Crédit Agricole

Modération

- Dominique LESAFFRE **France**
Expert en finance sociale et solidaire





Le travail décent, une nécessité pour l'émancipation

Dans de nombreux pays en développement, l'économie informelle reste une réalité centrale. Dans les pays dits développés, c'est la nature même du rapport au travail qui change. Pour le meilleur mais aussi pour le pire quand cette évolution rime avec précarité et intensification des formes de domination économique et sociale. L'essor du travail ubérisé en est l'illustration frappante.

Dans ce contexte, quels leviers l'économie sociale et solidaire peut-elle activer pour organiser celles et ceux qui travaillent quel que soit leur statut ?

Comment assurer à toutes et tous des conditions de travail dignes et une réelle protection sociale ? L'ESS peut-elle offrir une alternative crédible au modèle dominant et rééquilibrer les rapports de force ? Cette session a permis de croiser analyses, témoignages et pistes d'action.



Intervenant-es

- Youssouf KAMARA [France](#)
Livreur à vélo et Président de l'association AMAL – Association de mobilisation et d'aide aux livreurs
- Sonia GEORGE [Inde](#)
Membre du comité exécutif à l'IDWFED – Fédération Internationale des Travailleurs Domestiques
- Federico PARRA HINOJOSA [Colombie](#)
Spécialiste de l'ESS à WIEGO – Les Femmes dans l'Emploi Informel : Mondialisation et Organisation
- Laurent GRANDGUILLAUME [France](#)
Président de l'Association Nationale Territoire Zéro Chômeur de Longue Durée
- Jules LELLA-KONAN [Côte d'Ivoire](#)
Directeur de l'ARDCI – Assemblée des Régions et Districts de Côte d'Ivoire
- Simel ESIM [Suisse](#)
Directrice de l'unité Économie coopérative, sociale et solidaire à l'OIT et Présidente de l'UNTFSE

Modération

- Jean-Philippe BERROU [France](#)
Enseignant chercheur, socio-économiste du développement, Les Afriques dans le Monde, Sciences Po Bordeaux
- Quentin CHAPUS [France](#)
Professeur des Universités en sciences économiques, Les Afriques dans le Monde, Sciences Po Bordeaux



Et si davantage de démocratie économique était la solution ?

Le modèle dominant fait de la croissance économique l'unique indicateur de santé de nos sociétés. Face à la hausse des inégalités sociales et à l'accélération de la crise écologique, ce dogme est aujourd'hui remis en question. Parmi les moyens à mettre en œuvre, la citoyenneté économique ouvre une voie prometteuse. Donner aux citoyennes et citoyens un rôle accru dans les décisions économiques permettrait de mieux intégrer des enjeux sociaux et environnementaux souvent négligés.

Cette plénière a permis d'explorer comment réencastrier la démocratie dans l'économie afin d'imaginer un modèle de développement plus juste et plus durable.



Intervenant-es

- Matthew BROWN [Royaume-Uni](#)
Senior Fellow for the Promotion of Community Wealth Building, The Democracy Collaborative, Leader of the Preston City Council
- Sarah MCKINLEY [États-Unis](#)
Consultante indépendante en Community Wealth Building
- Stéphane JUNIQUE [France](#)
Président du Groupe VVV
- Jérôme SADDIER [France](#)
Président du Crédit Coopératif et de Coop FR
- Joseph NJUGUNA [Belgique](#)
Directeur des politiques à l'ACI – Alliance Coopérative Internationale

Modération

- Timothée DUVERGER [France](#)
Enseignant chercheur, Président du Comité Scientifique de BordeauxGSEF2025



Quand une dystopie devient réalité, comment se situe l'ESS ?

La montée en puissance des dictatures et des régimes autoritaires à travers le monde, l'affaiblissement de démocraties traditionnelles, le retour à l'obscurantisme ou encore la place croissante des réponses technicistes dessinent les contours d'un monde que l'on croyait réservé à l'imagination des auteurs de fiction.

Face à ces bouleversements pour lesquels elle possède une partie de la solution, l'ESS opposera-t-elle une résistance ferme ou figurera-t-elle parmi les premières victimes de ces dérives ?

Cette plénière a permis d'ouvrir un espace collectif et salubre d'analyse et de réponses.



Intervenant-es

- Issa KASSIS **Palestine**
Maire de Ramallah
- David COBB **États-Unis**
Coordinateur de l'USSEN – Réseau américain de l'économie sociale, Membre du conseil d'administration du RIPESS
- Benoît HAMON **France**
Président de ESS France
- Anne SAVINEL BARRAS **France**
Présidente de Amnesty International France

Modération

- Thomas LEGRAND **France**
Éditorialiste à Libération, Producteur à France Inter



L'ESS, un vecteur de paix sociale

Des guerres civiles ou entre États marquent l'actualité du monde. Ces conflits armés trouvent souvent leur source dans l'exploitation des ressources et des populations, la perpétuation de certains modes de domination, les crispations liées aux flux migratoires.

Cette plénière s'est penchée sur les dynamiques permises par les outils de l'ESS pour pacifier les relations sociales, éviter les conflits et sur les liens avec l'action des ONG. Elle a également mis en avant le rôle de l'économie sociale et solidaire dans la reconstruction post-guerre.



Intervenant-es

- Merem TAHAR **France**
Envoyée spéciale jeunesse du Président de la 15ème Convention des Nations Unies sur la Lutte contre la Désertification
- Omar FREILLA **États-Unis**
Co-fondateur et coordinateur de Collective Diaspora
- Georges-M MAGAMBO **République Démocratique du Congo**
Secrétaire exécutif de la PALPGL – Plateforme des Autorités Locales des Pays des Grands Lacs
- Fanélie CARREY-CONTE **France**
Secrétaire générale de la CIMADE, Ex-secrétaire générale d'Enercoop
- Ahmed GALAI **Tunisie**
Lauréat du Prix Nobel de la paix 2015

Modération

- Sybille MERTENS **Belgique**
Économiste



Photo : Arthur Péquin

Parcours Thématiques

Véritables espaces de dialogue, de partage d'expériences et de co-construction, les **169 tables rondes** de BordeauxGSEF2025 ont témoigné de la richesse et de la diversité des initiatives portées par l'écosystème mondial de l'ESS. Issues de l'**appel à contributions** lancé par le Comité Scientifique en juillet 2024, elles ont donné la parole à des acteurs venus des cinq continents.

En écho au thème central du Forum, « **L'ESS, une condition pour la transition juste vers des territoires résilients et le bien-être de leurs habitants** », les sept parcours thématiques ont exploré les multiples contributions de l'ESS aux transitions sociales, écologiques, économiques et démocratiques. Ils ont permis à chacun de construire son propre itinéraire au sein du Forum, au plus près de ses centres d'intérêt et des grands défis auxquels l'ESS entend apporter des réponses concrètes.



Parcours 1

Financer la transition : quels outils pour soutenir l'ESS ?



Parcours 2

Agir pour la transition écologique : énergie, alimentation, déchets



Parcours 3

Développer l'emploi décent : travail, démocratie et inclusion



Parcours 4

Faire ensemble : coopérations, territoires et action publique



Parcours 5

Développer le pouvoir d'agir : l'autonomie pour tous



Parcours 6

Prendre soin : l'ESS, un acteur clé dans la fourniture de services sociaux



Parcours 7

Inventer un futur désirable : innovation, impact et nouveaux récits

Certaines sessions ont donné lieu à des articles à découvrir sur bordeauxgsef2025.org. Les synthèses sur les parcours ont été réalisées par la coopérative étudiante ACC'ESS.

Coopérative étudiante du master ESS et Innovation Sociale de Sciences Po Bordeaux, ACC'ESS accompagne les structures de Nouvelle-Aquitaine et d'ailleurs dans le développement de leurs projets d'ESS, à travers des missions de conseil, d'analyse, de communication et d'appui opérationnel.





PARCOURS 1

Financer la transition : quels outils pour soutenir l'ESS ?



18 TABLES RONDES



97 INTERVENANT·ES

À l'heure de l'incertitude qui plonge les structures de l'ESS dans une fragilité palpable, le parcours « financer la transition » a éveillé la curiosité et l'intérêt des participant·es qui se sont pressé·es dans les salles pour assister aux tables rondes. La richesse des échanges et des initiatives présentées ont fait apparaître une nécessité de repenser le financement, et d'y appliquer les valeurs de l'ESS, en faisant de la diversité et de la complémentarité des sources de financement une force pour pérenniser les projets de l'ESS.

On ne peut pas se contenter de réfléchir à son activité économique sans réfléchir à son impact sur son environnement et sur la façon dont les gens travaillent.

Jérôme Saddier, *Président du Crédit Coopératif et de Coop FR*

QUESTION CLÉ DU PUBLIC

« Comment défend-on un projet complexe alors qu'il faut le vendre en quelques minutes ?

Il faut revoir la manière d'appréhender le monde en tant que porteur de projet et en tant que financeur, et réussir à ralentir. C'est un enjeu réel qui mérite réflexion. »

RAPPEL DES ENJEUX

Les structures de l'ESS se heurtent trop souvent à des difficultés d'accès aux financements et aux crédits par les organismes de financements classiques. L'ESS demeure encore méconnue des structures financières de l'économie conventionnelle et certaines spécificités de l'ESS ajoutent selon elles de l'incertitude.

L'insuffisance de fonds propres du fait du principe de lucrativité encadrée augmente le risque financier pour les financeurs et limite les montants prêtés. De plus, les organismes de l'économie conventionnelle n'ont pas l'habitude de traiter avec des structures fonctionnant sur un modèle démocratique et ont donc tendance à leur accorder moins de confiance.

Le principal enjeu c'est la rigidité des outils [...] auxquels on a accès pour financer les entreprises. Les systèmes sur lesquels on s'appuie sont mal adaptés pour la réalité des entreprises d'économie sociale.

Marc Picard, *Directeur général de la Caisse d'Économie Solidaire Desjardins du Québec*

Le contexte international de crises économiques et politiques dans lequel nous évoluons limite les budgets alloués à l'ESS et fragilise encore davantage ces structures.

Il est important pour les acteurs de l'ESS d'adapter leur stratégie de financement et de gestion pour faciliter et pérenniser l'accès aux financements et aux subventions. Cette problématique apparaît centrale pour pouvoir développer l'ESS dans le monde.

COOPÉRATION ET DIVERSIFICATION DES FINANCEMENTS

Dans ce contexte et pour pallier cette fragilité, il est plus qu'essentiel que l'ensemble de l'écosystème d'accompagnement et de financement soit mobilisé. Le financement doit être considéré comme une action collective fondée sur la confiance.

En effet, la complémentarité des acteurs financeurs privés et publics est un facteur clé de succès, où chacun peut apporter son expertise et ses outils.

L'ingénierie financière c'est la façon dont on va pouvoir conjuguer les fonds publics, les fonds privés, les subventions, de les marier ensemble pour faire quelque chose de plus grand et répondre à ces défis d'impact.

Véronique Faujour, *Déléguée générale de la Fondation Grameen Crédit Agricole*

À titre d'illustration, le financement privé des fondations se montre pertinent dans les territoires ruraux à l'image de la Fondation RTE pour les ruralités, puisqu'il s'adapte aux spécificités territoriales, soutient une forte vitalité associative et favorise le mécénat collectif.

Ce mode de financement, tout comme celui des entreprises via le mécénat, doit être complémentaire avec l'action publique. Le financement des collectivités permet un développement plus important de l'ESS, ancrant institutionnellement la reconnaissance du secteur, et pérennisant les projets dans la durée grâce à la constitution de services dédiés.

Les institutions publiques sont aussi des organismes clés du financement. Rémy Rioux, directeur général de l'AFD, a déclaré que l'institution avait fourni une enveloppe d'un milliard d'euros pour financer plus de 300 projets à travers le monde.

D'autres modes de financement hybrides comme le crowdfunding, les investissements à impact ou l'épargne solidaire peuvent aussi être intéressants de par leur mode de financement adapté aux écosystèmes locaux.

Enfin, beaucoup ont souligné la forte capacité de mobilisation citoyenne comme levier dont l'ESS doit se saisir. La finance citoyenne est protéiforme, et peut renforcer les modèles économiques des structures et apparaît comme un instrument d'hybridation financière à mobiliser.

INITIATIVE INSPIRANTE

Au Sénégal il existe plus de 2 500 calebasses de solidarité, concept dédié à la promotion du processus d'autonomisation et dirigé par les communautés locales. Les membres accumulent des fonds communs et utilisent ces ressources pour accorder des prêts solidaires sans intérêt ainsi que pour réaliser des achats groupés de produits essentiels aux activités génératrices de revenus.

En addition à cette mixité de ressources et de financement, il convient de favoriser la collaboration entre acteurs locaux et réseaux nationaux. Dans un contexte de tension dans nos démocraties, s'attacher à renforcer les coopérations locales entre acteurs pluriels a des impacts vertueux tels que la consolidation des modèles économiques, ou l'interconnaissance. Mobiliser des acteurs internationaux ou transnationaux, tels que l'Union européenne reste pertinent pour pallier les potentiels manques des gouvernements tout en permettant la création de réseaux nationaux.

Penser la finance comme une forme de coopération engage à repenser une forme de démocratie économique.

ACCOMPAGNER POUR PÉRENNISER

Les recommandations résultant des tables rondes appellent les collectivités, et particulièrement les municipalités, à se porter responsables de l'accompagnement des porteurs de projet de l'ESS pour permettre leur pérennisation.

Grâce à une éducation à la gestion financière et aux outils de management et d'entrepreneuriat, les acteurs peuvent développer leurs projets avec une plus grande stabilité tout en accédant à de nouvelles sources de financement.

Les Caisses d'Épargne ont ainsi créé l'association Finances & Pédagogie, organisme formant à l'éducation financière par des programmes d'actions et des supports éducatifs. Cet accompagnement doit se poursuivre sur le long terme avec un suivi régulier, des systèmes d'évaluation variés et adaptés aux spécificités des structures de l'ESS, et un financement planifié dans la durée.

INITIATIVE INSPIRANTE

Le Consejo Municipal de Economía Social y Popular de Avellaneda est une instance créée par la municipalité d'Avellaneda (dans la province de Buenos Aires, Argentine) pour reconnaître, structurer et soutenir l'économie sociale et populaire au niveau local à partir d'un financement intégré au budget général de la municipalité.

Il recense et promeut l'ensemble des acteurs de l'économie sociale au sein d'un catalogue, et leur propose un accompagnement complet et protéiforme au travers de programmes de formation et d'incubation, d'accès à des microcrédits et instruments financiers adaptés aux petites structures, et d'une mise à disposition d'espaces de commercialisation.

Par ailleurs, le renforcement des capacités des acteurs de l'ESS ne se fera pas sans une attention toute particulière portée à l'inclusion des femmes. Il s'agit donc de prendre connaissance des freins qu'elles rencontrent, et de soutenir leur inclusion et leur leadership grâce à des politiques publiques ambitieuses en termes d'accès à la fiscalité, et de lutter frontalement contre les discriminations.

En soutenant la structuration des acteurs locaux dès leur émergence, le préfinancement de la production et l'implication des citoyens tout au long de la chaîne de valeur, l'ESS peut transformer des contraintes présentes en temps de crise économique ou politique en leviers d'innovation et de résistance.

Au vu de l'insécurité financière à laquelle les structures de l'ESS sont - et seront - confrontées, il convient de favoriser des collaborations au sein de l'ensemble de l'écosystème d'accompagnement et de financement, qu'il s'agisse d'acteurs publics ou privés. L'impact ne sera que plus fort et durable si les outils, les expertises et les temporalités de chacun sont unis. Il s'agit de s'organiser collectivement dès maintenant !



PARCOURS 2

Agir pour la transition écologique : énergie, alimentation, déchets



25 TABLES RONDES



134 INTERVENANT·ES

L'urgence de la crise climatique demande une réponse de grande ampleur de la part des acteur·ices de l'ESS en tant qu'alternatives à un système à bout de souffle. Elle amène à réappréhender la coopération internationale pour que la transition écologique soit juste et adaptée aux contextes locaux. Les multiples initiatives présentées lors de BordeauxGSEF2025 ont pu être une grande source d'inspiration, tout en mettant sur la table les défis que l'ESS doit encore surmonter.

RAPPEL DES ENJEUX

Inondations, ouragans, sécheresses et incendies : les conséquences du dérèglement climatique ne peuvent plus être ignorées. Les nouvelles habitudes de consommation, malgré le confort qu'elles confèrent aux populations les plus aisées, menacent directement l'environnement et les communautés.

L'industrie textile répond à une demande - notamment occidentale - grandissante et génère plus de 100 milliards de vêtements chaque année. Les 9 000 litres d'eau nécessaires à la production d'un jean témoignent de la voracité de cette industrie, et de sa place cruciale dans la transition écologique.

Le système alimentaire mondial, en grande partie industriel, affiche aussi un coût social, environnemental et sanitaire très élevé. La monoculture épuise les sols, appauvrit les écosystèmes et le système alimentaire représente 15 % de la production de carburant fossile. Ce modèle insoutenable met en péril la santé de ceux qui nous nourrissent. Les agriculteur·ices sont exposés aux pesticides, à des températures parfois extrêmes et travaillent souvent avec des outils inappropriés.

Si l'agriculture est essentielle, d'autant plus dans un monde où la production agricole mondiale doit être réorganisée équitablement pour subvenir à l'ensemble de nos besoins, elle n'est pas rémunératrice. Dans l'industrie la plus employeuse du monde, 63 % des travailleur·euses sont pauvres.

Le secteur est particulièrement inégalitaire et précaire dans les pays des Suds globaux où les filières sont mondialisées, les cours volatils et le travail peu rémunérateur.

À titre d'illustration, dans une filière classique, seulement 6 % du prix d'une tablette de chocolat revient au producteur tandis que 70 % est versé à la marque distributeur.

Pour répondre aux crises agricoles, alimentaires, énergétiques, environnementales et sociales, il est maintenant essentiel de construire des modèles plus justes et soutenables, pour les écosystèmes et les populations. L'ESS peut être un levier à actionner. Pour cela elle devra se défaire de l'instrumentalisation de la transition écologique qui restreint les initiatives à des objectifs inadaptes, car déterminés par des indicateurs de performance conventionnels.

TRANSFORMER EN PROFONDEUR LES MODES DE PRODUCTION

Pour être une figure de proue de la transition écologique, l'ESS doit réaffirmer l'écologie comme une de ses valeurs centrales et finalités. L'ESS a la capacité de sensibiliser aux enjeux écologiques en modifiant durablement les habitudes des usager·es ainsi qu'en créant des espaces d'échanges de bonnes pratiques.

La transition écologique ne peut pas être une simple réponse technologique : elle doit d'abord être solidaire, participative et ancrée dans les territoires. La mise en place de conseils alimentaires territoriaux et de comités citoyens est importante afin de construire une démocratie alimentaire forte et ancrée dans la durée.

INITIATIVE INSPIRANTE

Le RENAF (Réseau National d'Agriculture Familiale) est une coalition d'organisations paysannes en Colombie, créée pour défendre, promouvoir et renforcer l'agriculture familiale. Sa mission est de rendre visible le rôle crucial des petit-es producteur-ices dans la sécurité alimentaire, la souveraineté alimentaire et la paix post-conflit, tout en luttant contre la concentration des terres.

Les marchés identifiés par le réseau où les produits vendus sont issus de l'agriculture familiale et rurale, permettent une meilleure participation des femmes et des jeunes. 61 % des commerçant-es ont entre 21 et 40 ans tandis que 61 % des activités sont réalisées par des femmes.

L'alimentation est un secteur clé pour engager des transitions. L'insécurité alimentaire n'est pas une fatalité mais une conséquence de politiques que l'ESS doit considérer comme telle. C'est au travers d'un travail de plaidoyer puis de politiques volontaires que l'alimentation peut être actée comme un droit fondamental.

INITIATIVE INSPIRANTE

Au Brésil, la sécurité alimentaire est un droit inscrit dans la Constitution depuis 2006. C'est le résultat de décennies de luttes et de manifestations par les citoyen·nes mais aussi par les structures de lutte contre la faim. La faim a été reconnue comme un enjeu politique fondamental.

Plusieurs initiatives mettent en place une sécurité sociale de l'alimentation comme les coupons nourriciers au Québec, qui prennent la forme de bons d'achat remis à des personnes en situation de vulnérabilité et destinés à être utilisés en circuits courts, notamment en marché public.

L'ensemble du système agricole et alimentaire, et avec ceci la manière dont on produit, transforme, consomme doivent être repensés. Une meilleure organisation de la production et de la vente agricole biologique permettra de mieux la valoriser.

Face aux défis actuels et pour développer la résilience agricole, il est nécessaire de renforcer la participation des jeunes dans l'agriculture grâce à l'éducation populaire, et de rendre attractif le milieu par l'échange de savoir-faire, l'éducation en s'appuyant sur la coopération producteur-ices-consommateur-ices.

La transition écologique doit aussi intégrer le cycle de vie des déchets. Il s'agit non seulement de réduire la quantité de déchets mais aussi de repenser leur gestion et le regard que nous portons dessus. L'économie circulaire à l'instar de l'association Assoencore qui transforme les cosses de cacao en charbon bio, reconsidère la valeur des déchets et l'usage qu'on peut en faire.

UNE TRANSITION ÉCOLOGIQUE JUSTE ET COORDONNÉE

Pour être pertinente, la transition écologique doit se penser sur le temps long et de manière globale, en nommant comme telles les inégalités environnementales. L'idée d'une égalité de l'humanité face au dérèglement climatique est une illusion, les Suds globaux sont à la fois les plus exposés et les plus vulnérables, et c'est bien là une conséquence de choix politiques et économiques. Il s'agit de concilier l'idée d'une justice globale et la prise en compte des interdépendances, notamment le niveau de responsabilité de certains pays dans la situation des autres. La coopération Nords / Suds globaux doit être repensée au travers d'un prisme décolonialiste, en laissant les territoires qui sont aux avant-postes des effets du dérèglement climatique être une réelle inspiration dans la transition écologique à mener. Cette dernière ne peut être acceptée par les populations seulement si elle est juste socialement, ce qui s'accompagne d'un travail d'appropriation à faire sur le terme "transition juste", qu'il faut adapter aux territoires et aux populations.

INITIATIVE INSPIRANTE

Le Groupe de Recherche et d'Etudes Environnementales GREEN-SÉNÉGAL est une ONG qui a pour vocation d'appuyer les communautés locales dans la formation et la mise en place d'activités de production agricole, pour contribuer à une sécurité alimentaire en veillant à la protection de l'environnement. La hausse des revenus générée par le renforcement de l'économie locale et verte, confortée par une meilleure connaissance de leurs droits, permet aux communautés rurales d'être plus résilientes face à la crise écologique.

Un dialogue établi entre l'ensemble des acteur-ices de l'ESS dans toute leur diversité - que ce soit les citoyen·nes, les acteur-ices de l'informel, les collectivités, les groupements de structures, et autres - permettra la mise en place d'initiatives de proximité réellement adaptées aux besoins locaux. Seule une ESS de combat pourra impulser une transformation des systèmes alimentaires, énergétiques et de gestion de déchets à la hauteur de la crise environnementale et sociale que nous traversons.

BordeauxGSEF2025 a d'ailleurs été un espace fertile pour un dialogue riche, qui doit désormais lancer la construction d'une étroite coordination entre les pays et entre les stratégies des acteur-ices, et ce au niveau local, régional et mondial.





PARCOURS 3

Développer l'emploi décent : travail, démocratie et inclusion



19 TABLES RONDES



95 INTERVENANT·ES

Le travail est au cœur de l'ESS. Les échanges lors des plénières et des tables rondes sur le thème de l'emploi décent ont été riches et instructifs. La diversité des acteurs invités lors du BordeauxGSEF2025 s'est illustrée, tant dans les besoins différents selon les contextes locaux, que dans les initiatives présentées. C'est bien le signe que l'ESS doit continuer à s'affirmer comme garante de l'emploi décent.

RECONNAÎTRE LA VALEUR DES PRATIQUES INFORMELLES SANS LES VIDER DE LEUR SENS

Selon l'OIT, l'emploi décent désigne un travail productif, librement choisi, exercé dans des conditions de liberté, d'équité, de sécurité et de dignité humaine, garantissant des droits, une protection sociale et une rémunération suffisante. L'emploi informel est donc exclu de cette définition. S'il constitue 58 % de la main-d'œuvre mondiale, cette proportion est bien plus élevée au sein des pays à faibles revenus, notamment chez les femmes, les jeunes et les personnes exilées. Il est à différencier de l'économie informelle, puisqu'il est possible de trouver de l'emploi informel au sein d'activités formelles.

L'informalité est un spectre. Aucune structure n'est entièrement formelle. L'ESS peut y amener une certaine formalité mais l'informalité perdurera.

Jürgen Schwettmann, *Chercheur en philosophie, Allemagne*

L'informel ne doit pas être appréhendé comme un problème à résoudre, mais plutôt comme un enjeu à comprendre, et à accompagner dans sa structuration et la reconnaissance de sa valeur en co-construction avec les personnes à l'origine de ces innovations. Il s'agit de réfléchir à comment et pour qui est générée la valeur avant de vouloir l'assimiler au système économique formel.

En faisant de l'accès à un emploi de qualité un de ses principes clé, l'ESS se positionne comme un pilier du travail décent. Elle peut accompagner les structures informelles dans leur formalisation et leur reconnaissance en leur donnant une identité juridique au sein des statuts de l'ESS. Ces ressources permettent de créer de l'emploi stable avec des revenus légaux, et d'ouvrir un accès aux droits et à la sécurité au travail.

INITIATIVE INSPIRANTE

Le programme national d'accompagnement à la structuration et à la professionnalisation au Burkina Faso est une démarche structurée et progressive qui cible les acteur·ices, organise et structure légalement les organisations de l'ESS, renforce leur capacité, appuie et facilite l'accès à des ressources matérielles et symboliques. On compte la création de 84 associations et coopératives. L'ESS est un moteur pour l'autonomisation durable et l'accès au travail décent au Burkina Faso.

Les mesures d'accompagnement doivent cependant être mises en place avec précaution pour ne pas produire de nouveaux rapports de domination. La formalisation induit souvent des valeurs managériales masculines, précarisant dès lors les femmes travailleuses. Il s'agit également de valoriser les pratiques autochtones sans transposer des systèmes coloniaux importés et pensés depuis l'occident. L'accompagnement doit être adapté aux spécificités culturelles et locales.

INITIATIVE INSPIRANTE

L'ESS peut être une forme de soutien à des travailleur·euses de l'économie formelle, mais dont les conditions de travail ne sont pas décentes. Youssouf Kamara, président de l'Association de Mobilisation et d'Aides aux Livreurs, a présenté la création de la Maison des livreurs à Bordeaux. Ce lieu offre aux livreurs des ressources matérielles (un espace pour se reposer, recharger leurs téléphones, réparer leurs vélos, consulter un médecin etc.), administratives (accompagnement dans l'accès aux titres de séjour) et juridique (défense lors des procès). Ils effectuent également un travail de sensibilisation auprès des client·es et des restaurants.

« Aujourd'hui nous sommes devenus invisibles, on ne nous voit plus » Youssouf Kamara, *Président de l'AMAL*

AU-DELÀ DE LA FORMALISATION, L'ESS COMME CADRE ÉMANCIPATEUR

L'ESS ne constitue pas une option périphérique, mais un cadre organisationnel qui permet aux travailleur·euses de construire des solutions collectives par la visibilisation de ces enjeux grâce à un travail de plaidoyer. Elle peut être un véritable outil d'émancipation, garant de l'emploi décent.

Ce cadre contourne la fragilité intrinsèque au statut d'entrepreneur individuel, confronté à l'isolement et la précarité. L'organisation collective et solidaire de structures comme les SCIC ou les CAE surmonte les limites individuelles d'accès au financement, permet d'accompagner, de partager les bonnes pratiques et confère davantage d'autonomie aux travailleur·euses.

À titre d'illustration, la Mutuelle pour le Développement à la Base est une expérience de finance solidaire au Bénin où les travailleur·euses mettent en commun leur épargne pour s'octroyer des crédits.

Les structures d'insertion accompagnent les personnes éloignées de l'emploi sur le long terme en les orientant vers des domaines où des besoins sont identifiés, à l'image des métiers nécessaires pour la transition écologique. C'est le cas de l'offre de compagnonnage agroécologique de l'association française Fermes d'Avenir qui propose un parcours de formation immersif et individualisé sur huit mois.

Les entités de l'ESS comblent certaines failles de la puissance publique en levant des freins sociaux. Elles apportent des réponses concrètes aux besoins des travailleur·euses, grâce à des systèmes de protection sociale ou de garde d'enfants.

Au nom des valeurs démocratiques qu'elle défend, l'ESS doit continuer à développer les initiatives pour favoriser l'inclusion des personnes en situation de handicap, que ce soit au sein de structures spécialisées, ou en adaptant les conditions de travail.

INITIATIVE INSPIRANTE

Les goodies du GSEF, un pin's et un porte-téléphone en bois, ont été réalisés par les travailleur·euses de l'Adapei 33, association de parents qui accueille et défend les intérêts des personnes en situation de handicap intellectuel, psychique ou avec autisme, à tous les âges et dans tous les domaines de leur vie.

Cette détermination à garantir des emplois décents sera d'autant plus efficace avec l'appui des politiques publiques qui doivent promouvoir des modèles économiques solidaires et collectifs, ou encore favoriser la coopération avec les systèmes de protection sociale.

INITIATIVE INSPIRANTE

Le projet Territoires Zéro Chômeur de Longue Durée, présenté par Laurent Grandguillaume, a pu démontrer qu'il est possible à l'échelle de petits territoires, sans surcoût significatif pour la collectivité, de proposer à toutes les personnes privées durablement d'emploi, un emploi à durée indéterminée à temps choisi, en développant des activités utiles pour répondre aux besoins du territoire.

" Nous devons exiger qu'aucune personne souhaitant trouver un emploi décent ne se voie refuser cette opportunité. Une telle promesse peut être tenue grâce à un programme pour l'emploi à durée indéterminée, financé par l'État et géré localement, également connu sous le nom de « The Job Guarantee ». Il s'agit d'un programme qui offre des opportunités d'emploi à un salaire minimum vital à toute personne qui en a besoin, quelle que soit sa situation.

Pavlina TCHERNEVA, Présidente du Levy Economics Institute et professeure d'économie à l'université de Bard, États-Unis

ÊTRE UNE FIGURE DE PROUE DE LA DÉMOCRATIE AU TRAVAIL

L'ESS propose des formes de gouvernance plus démocratiques que dans les entreprises conventionnelles, à l'image de Duralex, reconvertie en SCOP depuis 2024, où la participation directe aux décisions collectives des membres associée·es est portée par le principe "une personne, une voix".

Mais l'ESS souffre encore trop d'une incohérence entre les objectifs et les pratiques réelles, et de nombreuses structures ont tendance à reproduire un management inventé pour répondre aux logiques d'une économie marchande, et qui s'appuie sur des pratiques masculines. La participation effective aux décisions est conditionnée par des rapports de domination qui tendent à être invisibilisés par le brandissement de la valeur d'égalité.

C'est en veillant à ce que toutes les personnes qui le souhaitent puissent prendre part au débat et faire entendre leurs besoins que les acteurs de l'ESS pourront faire du travail un espace réellement démocratique. Ce n'est pas parce qu'elles sont décrétées que la démocratie et l'égalité sont acquises, elles se construisent constamment par le dialogue et l'écoute mutuelle, à l'image de la richesse des débats de BordeauxGSEF2025.



PARCOURS 4

Faire ensemble : coopérations, territoires et action publique



36 TABLES RONDES



194 INTERVENANT·ES

La coopération, plus qu'une valeur, est structurante du fonctionnement et de l'essor de l'Économie Sociale et Solidaire. Le faire ensemble et l'écoute horizontale, malgré l'hétérogénéité des acteur·ices, sont les conditions nécessaires à la mise en place de solutions adaptées aux besoins locaux. BordeauxGSEF2025, comme toutes les éditions précédentes, a pu être le catalyseur de la création de projets collaboratifs et transfrontaliers entre les intervenant·es.

STRUCTURER POUR MIEUX COOPÉRER

La coopération entre les structures de l'ESS et la portée de leurs actions dépendent de leur structuration collective. Les têtes de réseau sont fondamentales dans cette articulation. Elles agissent comme des intermédiaires et encadrent la construction d'une réponse adaptée aux problématiques d'un terrain en mettant en contact les structures ayant une connaissance pointue des réalités du territoire et en veillant à ce que chaque voix soit entendue. Il faut poursuivre le développement de ces corps intermédiaires trop souvent ignorés, qui sont pourtant un maillon essentiel de l'ESS.

Parvenir à inclure toutes les acteur·ices d'un territoire dans les décisions prend du temps. Il faut réussir à s'adapter aux spécificités du terrain, identifier les forces en présence, et partir du besoin citoyen. C'est un travail qui demande une sensibilisation constante auprès du grand public et plus particulièrement des publics jeunes, indispensable à la construction de réponses résilientes et adaptées. La création de groupes de travail garantit des collaborations solides. Ces réseaux ouvrent des espaces dédiés au partage de connaissances, de solutions et de défis à relever. Ces collectifs peuvent aussi être thématiques afin de favoriser la montée en compétence des acteurs de l'ESS. Leur efficacité dépend néanmoins d'une gouvernance partagée ainsi qu'une approche multiniveau. Ces collaborations facilitent aussi les relations avec les acteurs publics, permettant une co-construction des politiques publiques, concentrées sur des aspects spécifiques au territoire.

INITIATIVE INSPIRANTE

Le REMCESS (Réseau des Maires du Cameroun pour l'Économie Sociale et Solidaire) réunit les collectivités locales qui reconnaissent l'ESS comme outil essentiel de développement local et souhaitent s'engager et défendre son implantation. Le réseau s'est structuré afin de mettre en œuvre des plaidoyers et d'offrir un accompagnement technique spécifique aux communes membres, nécessaires au développement de l'ESS sur leur territoire.

L'ACTION PUBLIQUE, PIERRE ANGULAIRE DE LA COOPÉRATION

Si les initiatives de l'ESS existent depuis longtemps dans les communautés, la reconnaissance et l'intervention des pouvoirs publics restent capitales pour un ancrage fort dans le territoire. C'est notamment le cas en Amérique latine, où les initiatives sont bien souvent celles des populations autochtones, visant leur autonomisation et leur souveraineté.

Ce n'est que si les acteurs de l'ESS fonctionnent comme un écosystème que l'économie locale pourra croître.

Hadiano Rasyid, Maire de Palu, Indonésie

Pour construire des écosystèmes solides, le secteur public dispose de plusieurs outils. Les politiques publiques sont des leviers essentiels qui contribuent à réaffirmer le rôle clé de l'ESS comme moteur de développement local tout en lui allouant un soutien notoire.

Une politique publique volontariste de soutien à l'ESS de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse a par exemple permis la création d'emplois durables dans le domaine de la parfumerie dans les Quartiers Prioritaires de la Ville (QPV) grâce à des dispositifs de financement.

Cela s'est tout autant manifesté dans le soutien alloué aux secteurs stratégiques de l'économie sociale par le gouvernement du Québec à la suite de l'adoption du dernier Plan d'Action en Économie Sociale.

Recourir à la commande publique est un levier très intéressant et particulièrement efficace pour la pérennité et la dynamisation de l'ESS dans les territoires, en ouvrant notamment des marchés réservés ou des clauses d'achats responsables. Cette volonté d'inclure l'ESS dans la commande publique s'est par exemple illustrée par l'adoption du Schéma de Promotion des Achats Écologiques et Socialement Responsables (SPASER) de Bordeaux Métropole.

GRAVIR LES ÉCHELONS DE LA MISE À L'ÉCHELLE

Pour diffuser les pratiques de l'ESS et renforcer les structures et réseaux déjà existants, la coopération doit poursuivre sa construction à différentes échelles. Les réseaux de collectivités locales pour l'ESS à l'image du REMCESS, du RTES, du REMBESS, du REVESS ont pour mission de renforcer le plaidoyer, de reconnaître le rôle des collectivités et de favoriser les politiques locales de soutien à l'ESS.

Il est particulièrement stratégique de créer un réseau national et d'établir des lois cadres assurant la pérennité des structures de l'ESS.

À l'image de la coopération entre la Nouvelle-Aquitaine, la Navarre et l'Euskadi, la création d'espaces transfrontaliers dynamiseurs de l'ESS ouvre à une nouvelle forme de partage d'expérience entre des collectivités engagées.

Alors que l'Europe compte des pays proactifs dans leur développement de l'ESS - comme la France ou le Portugal - une coopération satisfaisante au sein de l'Union Européenne n'est toujours pas atteinte. L'ESS souffre encore d'une méconnaissance concernant les structures et les principes qui la composent, et il reste un important travail à faire pour informer les dirigeant·es et les citoyen·nes - en particulier chez les jeunes - pour montrer à quel point l'ESS irrigue l'ensemble des secteurs et des écosystèmes. Selon les derniers résultats de l'Eurobaromètre publiés en octobre 2025, 88 % des citoyen·nes européen·nes sont favorables à une hausse du soutien apporté à l'ESS, preuve de la nécessité de contribuer au développement économique des structures de l'ESS, essentielles aux citoyen·nes et qui rythment diverses sphères de leur quotidien.

La coopération internationale entre les Nords et les Suds globaux est à mener sous forme de partenariats, plutôt que d'aides unilatérales qui conduisent généralement à des logiques d'assistance. En prenant réellement en compte les contextes locaux, l'ESS peut être renforcée par ces alliances car mieux reconnue politiquement en répondant aux besoins des communautés. Inversement, en suivant les mêmes principes d'approches selon un prisme décolonial, l'ESS peut renouveler la coopération internationale, en participant à une redéfinition des rôles des Agences Internationales de l'ONU, ou de l'organisation des échanges équitables. La défense des droits des personnes en situation de migration et le respect des droits universels doit d'ailleurs faire partie du socle commun de l'ESS. La coopération, processus à alimenter quotidiennement et à tous les niveaux, est garante d'une Économie Sociale et Solidaire dynamique et démocratique.

INITIATIVE INSPIRANTE

Un projet innovant relie depuis 2024 les écosystèmes ESS de Bretagne (France) et du Togo. Ce partenariat, porté par l'association Xylm et l'ONG STADD, associe acteurs locaux, coopératives et structures publiques pour mutualiser leurs savoir-faire. Ce dialogue transfrontalier vise à renforcer les capacités des deux écosystèmes à transformer localement les modèles économiques pour répondre aux défis communs des territoires. Cette coopération a notamment permis l'implantation d'un projet de gestion et de valorisation des déchets sur trois ans sur les deux territoires.



PARCOURS 5

Développer le pouvoir d'agir : l'autonomie pour tous



27 TABLES RONDES



131 INTERVENANT·ES

Si l'ESS veut répondre à ses engagements et ses valeurs, il faut faire en sorte que toutes les voix soient entendues et écoutées. Cela passe par un questionnement profond des pratiques et de l'organisation des structures de l'ESS, encore trop souvent similaires à celles de l'économie conventionnelle, reproductrice de mécanismes de domination et d'exclusion. L'éducation est le pilier de ce projet, pour former les acteur·ices d'aujourd'hui et de demain à travailler de manière horizontale. Un accompagnement adapté aux contextes locaux permettra également aux publics les plus exploités, à savoir les femmes et les jeunes, de gagner en autonomie.

En donnant des opportunités à tous·tes de développer des idées et des projets, l'ESS pourra être un réel espace de coopération et de démocratie.

ÉDUIQUER AUTREMENT POUR ÉMANCIPER

La formation à l'ESS doit clarifier la notion d'ESS, en faire tomber les préjugés associés et faire comprendre que l'on est membre d'un mouvement global, tant pour les bénéficiaires que pour les financeurs, notamment les institutions publiques.

Le modèle éducatif occidental peut être repensé avec et pour l'ESS, pour y remettre en son cœur des pratiques d'éducation populaire innovantes. Éduquer aux transitions dans un monde en mutation est une manière de développer l'esprit critique, la créativité et la capacité d'agir dès le plus jeune âge.

L'éducation doit être vectrice d'émancipation et de lien social, notamment en apprenant à travailler en groupe. Intégrer les valeurs d'horizontalité et de co-construction, tout en s'adaptant aux contextes locaux permettra cette émancipation. Valoriser l'expérience plutôt que se focaliser uniquement sur le théorique redonne aux jeunes une capacité d'agir, tout en renforçant les liens intergénérationnels.

INITIATIVE INSPIRANTE

La coopérative étudiante ACCESS est un outil pédagogique de professionnalisation pour les étudiant·es du master ESSIS de Sciences Po Bordeaux qui permet l'initiation à la gestion d'une structure commerciale coopérative en créant des espaces pour "faire ensemble" dans une logique de communauté apprenante.

L'éducation et la sensibilisation passent aussi par les médias. Dans un monde médiatique concentré et guidé par l'actualité choc, il y a parallèlement une grande demande de journalisme positif. L'ESS peut s'en saisir, tant dans le fond en vulgarisant l'ESS pour montrer qu'elle permet de se relever après les catastrophes, que dans la forme pour proposer des nouveaux angles à des sujets déjà traités.

D'UNE ÉGALITÉ FORMELLE À UNE ÉGALITÉ RÉELLE

La revendication de la valeur de démocratie au sein de l'ESS ne signifie pas une égalité réelle entre les hommes et les femmes et les minorités de genre. Les femmes sont nombreuses dans l'ESS, mais concentrées dans les emplois peu qualifiés, précaires, notamment au sein des métiers du care. Le plafond de verre est, en France, encore plus fort que dans l'économie privée hors ESS, et les pratiques managériales souvent fondées sur la masculinité.

La parité a tendance à être un sujet oublié, car pris pour acquis, et les rapports sociaux de genre qui traversent l'ESS au même titre que le reste de la société sont ainsi invisibilisés. Il faut offrir aux femmes et minorités de genre le même pouvoir de décision qu'ont les hommes. Les femmes doivent être actrices dans la prise de décision, afin d'assurer une meilleure éducation, une meilleure répartition des biens et participer à la sécurité financière et sociale de chacun·es.

Attention cependant à ne pas cantonner la lutte pour l'égalité de genre aux mouvements féministes blancs européens. Elle doit être intersectionnelle et adaptée aux contextes locaux. Valeska Sarmiento, dans le cadre du RIPESS (Réseau Intercontinental de Promotion de l'Économie Sociale et Solidaire), accompagne de nombreuses femmes latinoaméricaines et caribéennes en appliquant cette approche intersectionnelle et décoloniale pour inclure notamment les femmes autochtones dans les évolutions de l'ESS et les actions menées sur le terrain.

L'ESS doit être exemplaire dans la recherche d'égalité réelle et être capable de s'attaquer frontalement aux freins sociaux existants. Il faut pour cela repenser l'organisation des structures de l'ESS, et les pratiques patriarcales et postcoloniales qui y existent. Dans ce processus, la mobilisation des hommes est essentielle. Au-delà de la simple posture d'alliés, ils doivent intégrer les problématiques de genre dans les évolutions organisationnelles. Il faut donc continuer à encourager les initiatives qui soutiennent l'autonomisation et la prise de pouvoir des femmes au sein des communautés et des structures.

L'ART QUEER, INSPIRATION POUR L'ESS

L'art queer bouscule les cadres établis et ouvre de nouveaux espaces de liberté. En cela, il partage profondément les valeurs de l'Économie Sociale et Solidaire d'inclusion et de coopération. L'ESS gagnerait à s'en inspirer car il est moteur de changement et de transformation sociale en osant expérimenter des formes alternatives et subversives de lutte.

INITIATIVE INSPIRANTE

À Montréal, au Québec, le programme d'entrepreneuriat culturel nocturne Noctambule met à disposition des locaux du quartier jeunes afin de permettre à des artistes LGBTQIA+ de développer leur art, créer leur personnage artistique et expérimenter sur scène. Le programme propose aussi un apprentissage de gestion de projets (budgets, détails techniques) qui vise ainsi à développer leur économie du spectacle de nuit en sécurité.

JEUN'ESS

La jeunesse peut s'épanouir dans l'ESS. La recherche d'impact social, les valeurs de solidarité, de coopération, de gouvernance démocratique et d'égalité correspondent au souhait des jeunes de trouver du sens dans leur travail. C'est le cas par exemple des coopératives de jeunes qui

concrétisent les aspirations à entreprendre différemment, que cela soit par l'activisme économique ou par une remise en question des formes classiques de l'entrepreneuriat. Ces coopératives contribuent à insuffler des principes démocratiques et d'éducation à la citoyenneté tout en répondant au défi de la précarité, à laquelle la jeunesse est encore trop confrontée.

Les jeunes sont déjà engagé·es et plus de 30 % d'entre eux ont déjà donné du temps à une association. Il faut simplement mettre à leur disposition des outils pour leur permettre d'être plus efficaces et de monter en compétences. L'accompagnement est essentiel pour développer le pouvoir d'agir tout en s'assurant que celui-ci ne soit ni paternaliste ni trop descendant. La rédaction d'une charte d'accompagnement de la jeunesse pourrait être une réponse concrète et pertinente.

INITIATIVE INSPIRANTE

L'initiative JuventudESS Activas, présente dans toute l'Amérique Latine, est une plateforme d'action collective qui œuvre à faire participer la jeunesse dans la conception de modèles alternatifs, plus solidaires et plus équitables. La finalité est de remettre le jeune au centre de la prise de décision et de rompre avec les rapports de subordination au travail pour lui permettre de mener au mieux son futur projet.

Si l'ESS incarne une riche opportunité pour les jeunes, l'inverse est tout aussi vrai. Il est essentiel de les inclure dans les prises de décisions et les espaces de réflexion sur le futur de l'ESS car ils peuvent apporter créativité, ingéniosité et proposer d'autres regards sur les sujets tels que la gouvernance ou la qualité de vie au travail. Il faut leur faire confiance et leur laisser toute la place de participer librement. Faire connaître l'ESS au sein des milieux universitaires reste aussi essentiel puisqu'ils sont des espaces fertiles au développement des initiatives ESS.

Nous appelons les gouvernements, les institutions, les collectivités et les acteurs de l'ESS à reconnaître pleinement la jeunesse comme une force de transformation, capable de privilégier la coopération et la solidarité pour relever les grands défis sociaux, économiques et environnementaux de notre temps.

Extrait de la Déclaration Internationale de la Jeunesse pour l'ESS prononcée en clôture de BordeauxGSEF2025



PARCOURS 6

Prendre soin : l'ESS, un acteur clé dans la fourniture de services sociaux



18 TABLES RONDES



87 INTERVENANT·ES

L'ESS est structurellement au cœur des secteurs de la santé et des services sociaux. La majorité du travail liée au soin est dévaluée et reléguée aux femmes ainsi qu'aux personnes racisées issues des classes populaires. Les échanges lors du BordeauxGSEF2025 ont invité à repenser les manières de "prendre soin" et à inventer de nouveaux modèles collectifs afin de ne pas se cantonner à pallier les déficiences de l'État ni à perpétuer des conditions de travail précaires.

UN SYSTÈME DÉFAILLANT À REPENSER EN COMMUN

Aujourd'hui, le domaine de la santé se heurte à de nombreux freins, qu'ils soient politiques, juridiques, économiques ou psychosociologiques. L'ESS a un rôle essentiel à jouer dans la saisie de ces problématiques souvent perçues individuellement alors qu'elles peuvent être pensées collectivement.

Les politiques publiques, les usager·es et les acteurs économiques doivent être acteur·ices de cette co-construction, et proposer des solutions inclusives, agiles et innovantes basées sur l'interconnaissance et le partage de valeurs. Cela permettra de créer une coopération effective et efficace, qui profite de l'expertise de chacun·e pour construire un modèle de santé durable et inclusif. Les individus doivent être considérés comme des co-acteurs de leur santé et non seulement comme bénéficiaires. Il faut donc promouvoir des approches globales et participatives qui redonnent du pouvoir d'action aux salarié·es, aux habitant·es et aux usager·es et qui décroissent les politiques publiques. L'ESS peut aussi s'appuyer sur cette coopération afin de militer pour un droit universel de la protection sociale co-construite à travers des alliances multi-acteurs et une gouvernance participative.

La santé est indissociable du contexte local, car il subsiste des fortes inégalités d'accès aux soins en fonction des territoires. L'ESS doit travailler sa capacité d'agir sur les territoires, en particulier en zones rurales, et être en mesure de proposer des solutions adaptées à chaque problématique spécifique.

INITIATIVE INSPIRANTE

Santé Sud est une organisation de solidarité internationale engagée pour le droit à la santé pour tous·tes qui agit pour le renforcement pérenne des systèmes de santé et le pouvoir d'agir des populations. Santé Sud œuvre pour la médicalisation des zones rurales, face à une répartition inégale des professionnel·les de santé et pour améliorer l'accès aux soins des populations vivant dans les régions les plus isolées. Elle propose divers programmes et projets destinés à réorienter les praticien·nes de la santé dans les espaces ruraux.

PRENDRE SOIN DES SOIGNANT·ES

La partie immergée de l'iceberg du soin est la question de ceux qui en ont la charge, ou plutôt de celles qui en ont la charge. Le care est au cœur de notre système économique, mais il est invisibilisé, car relégué aux femmes et aux personnes racisées issues des classes populaires.

Alors que l'ESS se revendique comme fortement féminisée - 68 % des emplois en France sont occupés par des femmes dont la majorité au sein des structures du care - il est de l'ordre de la démocratie de dénoncer la précarité de ces emplois, qui sont pour la plupart à temps partiel et peu rémunérés. Les compétences nécessaires au care sont, à tort, considérées comme naturellement féminines, et par conséquent peu valorisées.

Penser le soin de manière globale et collective demande une reconsidération des conditions de vie des personnes aidantes. Au-delà des secteurs du soin, de l'action sociale et de l'enseignement, le care peut être pris comme un principe d'organisation collective.

Le mutualisme fonctionne comme un acteur stratégique dans le développement du care, non seulement pour sa présence concrète sur le terrain, mais aussi pour son potentiel à contribuer à une transformation culturelle du rôle des soignant·es.

Marie Fernanda Sigliano, *Odema*

C'est le cas pour le mutualisme qui repose sur trois piliers, à savoir la prévention, le soin, et l'action sociale, dans l'objectif de constituer un levier contre les inégalités de santé en mutualisant les ressources pour financer les services et garantir l'accès au soin pour tous·tes. Grâce à des logiques de participation démocratique adaptées au territoire et d'écoute des adhérent·es, la qualité de vie des personnes soignées et des personnes soignantes est préservée. Il reste cependant très compliqué pour le mouvement mutualiste de se démarquer face aux assureurs lucratifs et aux taxes toujours plus importantes fragilisant leurs marges d'action.

INITIATIVE INSPIRANTE

L'ONG Odema (Organización de Entidades Mutuales de las Américas), fondée à Buenos Aires, regroupe les organisations mutualistes des Amériques. Elle se charge de la visibilité de leurs actions notamment auprès des institutions internationales, telles que l'ONU ou l'OIT, et le renforcement du maillage des mutuelles à l'échelle continentale. Structurer le mouvement mutualiste américain est une première pierre posée en vue de la construction d'un réseau mondial du mutualisme.

ÉTENDRE LE SOIN AUX SERVICES SOCIAUX

Prendre soin ne se cantonne pas au simple prisme de la santé mais englobe une multiplicité de services sociaux.

La question du logement est une problématique cruciale. Le logement doit être un droit et son accès universel. Cependant de nombreux publics, surtout les jeunes et les personnes âgées, sont encore confrontés au mal logement en raison d'un manque de moyens financiers. L'ESS offre une alternative non spéculative, qui permet de donner accès à des logements abordables, et adaptés à tous·tes.

Allouer un logement digne, où l'on se sent bien et où l'on peut créer du lien est une façon de permettre à ces publics de retrouver de la dignité par le logement. Pour ce faire, un droit universel au logement pourrait être instauré.

Des initiatives concrètes sont déjà portées par les associations dans les territoires au plus près bénéficiaires, à l'image de l'écoquartier Louvain à Montréal qui conjugue habitation abordable, transition écologique et justice sociale, en s'appuyant sur une gouvernance partagée.

L'ESS doit aussi être présente tout au long de la vie. La mort est un acte de vie sociale, d'humanité partagée et les derniers jours sont un terrain fertile de lien social et de coopération. Les valeurs de l'ESS permettent d'imaginer un nouveau cadre pour accompagner ces derniers moments ainsi que le deuil.

Les coopératives funéraires visent à redonner aux familles du pouvoir sur l'organisation des obsèques de leurs proches, en offrant une alternative collective à un secteur encore dominé par de grands groupes privés. Elles s'inscrivent dans des projets de territoire et explorent des collaborations avec mutuelles, collectivités et structures de l'aide à la personne pour transformer progressivement le secteur funéraire. Les premières expérimentations remontent aux années 1940 au Québec et se développent en France depuis une dizaine d'années.

INITIATIVE INSPIRANTE

L'association UrbaMonde œuvre à renforcer le pouvoir d'agir des habitant·es dans la production et la gestion de leur habitat et à développer les projets d'habitat participatif au niveau local et international. Ils ont par exemple contribué au renforcement du mouvement de l'habitat participatif au Bangladesh et en Indonésie ainsi qu'au développement de coopératives d'habitation au Nicaragua.

"Prendre soin" peut, et doit, se penser de manière large et collective, et les initiatives présentées à BordeauxGSEF2025 en sont bien la preuve.



PARCOURS 7

Inventer un futur désirable : innovation, impact et nouveaux récits



19 TABLES RONDES



94 INTERVENANT·ES

La porosité entre l'ESS et l'innovation sociale demande un soutien hybride institutionnel et financier fort, ainsi que des évaluations d'impact adaptées à leur objet social. Donner la parole aux audacieux·ses qui dessinent et dessineront les contours d'un nouveau monde plus juste, plus inclusif et plus désirable est de notre responsabilité.

INNOVER DANS LE SOUTIEN À L'INNOVATION SOCIALE

L'ESS est un terrain privilégié pour l'innovation sociale puisque ses structures ont pour objectif de répondre à des besoins sociaux plutôt que de rechercher du profit. Inversement, l'innovation sociale est un moteur de renouvellement de l'ESS, via une adaptation aux nouveaux enjeux tels que la transition écologique ou le vieillissement de la population.

Un des enjeux communs du développement de l'innovation sociale et de l'ESS réside dans son financement. La construction d'un environnement véritablement fertile à ces projets nécessite une intervention des pouvoirs publics dans la promotion des modèles de l'innovation sociale à travers une communication publique stratégique, et une utilisation des méthodes d'évaluation d'impact co-construites et partagées. L'ampleur de l'innovation sociale dépend aussi de politiques publiques de soutien dédiées, et de la présence de réseaux hybrides de financement identifiables et accessibles.

INITIATIVE INSPIRANTE

Dans l'objectif de créer des écosystèmes de soutien efficaces aux projets issus de l'innovation sociale, et de construire des communautés de pratiques collaboratives aux niveaux local, national et international, le programme CRAFT a été mis en place à l'échelle européenne. Le programme CRAFT ne finance pas directement les projets sociaux, mais renforce les structures qui soutiennent ces projets, comme l'Impact Hub en Autriche.

La recherche alimente l'innovation sociale lorsque les conditions de cette co-construction permettent un processus pensé et réalisé dans la durée, des échanges de confiance et un financement stable.

INITIATIVE INSPIRANTE

L'Association Shanti en Tunisie a mis en place trois mécanismes multi-acteurs associant universités, collectivités et organisation de l'ESS pour expérimenter des solutions collectives et nourrir la production de savoir. Elle vise à légitimer l'innovation sociale et à atteindre les pouvoirs publics et les citoyen·nes par l'intermédiaire des universités.

L'innovation sociale, lorsqu'elle parvient à contourner l'écueil d'une intégration totale à des logiques de marché, permet de réinterroger les perceptions et de regarder hors des sentiers battus.

L'IMPACT AU-DELÀ DE LA PERFORMANCE ÉCONOMIQUE

L'évaluation d'impact représente un véritable enjeu dans le développement et la légitimation de l'ESS. Produire des chiffres permet de crédibiliser le champ d'action et d'illustrer les activités des structures de l'ESS tout en œuvrant à repenser une mesure d'impact valorisant la coopération et la transformation sociale et pas uniquement les retombées financières.

INITIATIVE INSPIRANTE

À Barcelone, l'impact est imaginé avec une vision publique et territoriale. La ville aide les acteurs de l'ESS à accéder aux ressources et aux outils de mesure, créant une collaboration entre ESS, pouvoirs publics et recherche. La mesure d'impact est ici vue non pas comme un diagnostic, mais comme une analyse du potentiel solidaire et innovant de l'économie locale.

Produire des données et des évaluations d'impact ne doit pas se faire sur le court terme. Cela suppose de développer une culture du processus ancrée dans la durée et incluant toutes les parties prenantes.

Il faut renforcer la documentation sur les démarches de co-construction et valoriser les méthodologies afin de rendre utile et appropriable les outils d'évaluation pour l'ensemble des acteurs. Il existe une grande diversité d'approches dans l'évaluation d'impact et un travail d'articulation entre ces différentes méthodes est nécessaire afin de créer une culture commune.

La collaboration avec la recherche est aussi nécessaire pour créer un vrai lien entre les données brutes et les analyses à diffuser. L'ESS peut par exemple s'appuyer sur les petites universités pour valoriser les parcours académiques alternatifs à l'image de l'Université du Québec à Chicoutimi.

Dans un monde tourné vers les chiffres et la performance économique, il faut que les structures de l'ESS, qui représentent beaucoup d'emplois, publient et actualisent ces données régulièrement pour espérer toucher les médias ainsi que les politiques. Le format de publication est aussi très important, pour réussir à rendre les chiffres interactifs et attractifs pour le grand public.

ESS ET NUMÉRIQUE

Les acteurs de l'ESS peuvent contribuer à une transition numérique plus inclusive, plus responsable, plus durable, plus locale. Une éducation du grand public est nécessaire afin de s'éloigner des géants du numérique comme les GAFAM. L'ESS doit saisir cette opportunité afin de proposer des alternatives comme le fait TeleCoop, une initiative de plateforme en commun qui référence les plateformes coopératives pouvant remplacer les GAFAM. Il faut ainsi repenser le numérique pour que l'objectif premier ne soit plus financier, mais d'être au service des populations.

CONSTRUIRE DES RÉCITS COLLECTIFS ET NE JAMAIS RENONCER À L'UTOPIE

L'ESS est un terrain fertile pour construire des récits collectifs, parfois utopiques et laissant place à l'imagination. Il est nécessaire d'inventer le monde de demain avec l'ESS. Pour cela il convient de poser et de partager collectivement les expériences, de bien identifier les problématiques pour apporter les solutions les plus pertinentes. Se référer aux traditions autochtones et de communautés qui existaient avant le capitalisme peut être un moyen intéressant dans l'invention de sociétés alternatives. Adopter plusieurs récits et formes de récits reste important afin de toucher le plus grand nombre de citoyen·nes et ne pas perpétuer un certain entre-soi.

INITIATIVE INSPIRANTE

L'ESS en Afrique du Sud s'est saisie de la notion de "société arc-en-ciel", développée par l'archevêque Desmond Tutu imaginant une société sud-africaine où les groupes cohabiteraient côte à côte, en paix. L'idée est de poursuivre ce travail pour permettre aux différentes communautés de travailler ensemble, en faisant en sorte que les populations au niveau global se sentent incluses et soient actrices des initiatives locales.

Un nouveau rapport au temps est aussi à repenser. Malgré l'urgence apparente d'agir rapidement, pour revenir à une société plus raisonnée, il faut prendre le temps d'y réfléchir. L'organisation du sommet de l'Économie Sociale au Québec a par exemple demandé un travail sur deux ans mais a permis de rencontrer une large variété d'acteurs du territoire et ainsi de représenter la société québécoise dans sa diversité avec des acteur·ices issu·es de l'ESS et de son halo.

INITIATIVE INSPIRANTE

Le modèle de Preston est une initiative portée par le maire de la ville moyenne post-industrielle du nord de l'Angleterre Matthew Brown, après avoir réalisé que les activités de la ville ne bénéficiaient pas à l'économie locale. En développant un nouveau modèle économique, centré sur la coopération, la cohésion et la justice sociale, le modèle vise à engager une croissance plus endogène et locale. Pour cela la municipalité a œuvré à réallouer les dépenses publiques et à favoriser le développement d'entreprises coopératives locales. Après plusieurs années, les résultats sont plutôt positifs et prometteurs avec une amélioration visible des conditions sociales et environnementales.

Dans un contexte mondial alarmant de hausse de l'extrême droite et de régimes autoritaires, la pluralité des initiatives et la richesse des débats de BordeauxGSEF2025 ont montré que l'ESS est source de solutions, d'espoir et d'imagination. Elle est aussi capable d'autocritique et de remise en question de ses propres dysfonctionnements en s'inscrivant dans un processus de recherche continue de démocratie. Le prochain forum à Maricá poursuivra la promotion et la visibilisation des pratiques d'inclusivité, d'égalité et de coopération nécessaires à la construction d'un nouveau monde.

Le Brésil accueille à bras ouverts tous ceux qui croient en la construction d'un monde plus juste, plus humain et plus égalitaire.

Diego Zeidan, représentant de la ville de Maricá, Brésil



16H00

Déclaration de la jeunesse

International Youth Declaration
Declaración Internacional de la

Ville de
BORDEAUX

BORDEAUX
MÉTROPOLÉ

Gironde
LE DÉPARTEMENT

Nouvelle-Aquitaine

Gse

ir
ss

n
a Juv

a Juv



 **Télécharger**

A man wearing a blue button-down shirt with a small badge on the left chest. He has his hands clasped in front of him.

 Télécharger

 Télécharger





Déclaration de **Bordeaux** GSEF 2025

[Télécharger la déclaration](#)[La déclaration en vidéo](#)

Nous, 10 800 participants, représentants de 907 villes et 109 pays, présents au Forum mondial de l'ESS de Bordeaux, nous déclarons que l'économie sociale et solidaire porte un projet de transformation sociale.

Nous avons le sentiment de vivre en pleine dystopie. Sept des neuf limites planétaires sont dépassées, les inégalités à l'intérieur de chaque pays s'accroissent, jamais le monde n'a connu autant de conflits depuis 1946 et les démocraties sont en recul. Mais l'avenir n'est pas écrit. Loin de là !

L'ESS a obtenu une forte reconnaissance internationale entre 2021 et 2024. Les institutions internationales, à commencer par les Nations Unies, ont pleinement reconnu son rôle dans l'adaptation à l'échelle locale des Objectifs de développement durable. Certes, cette reconnaissance ne s'est pas accompagnée de moyens à la hauteur des ambitions fixées. Certes, elle risque aujourd'hui d'être remise en cause par la crise du multilatéralisme.

Mais l'ESS s'inscrit dans le temps long, elle est résiliente face aux crises et conteste le modèle capitaliste dominant. Il lui appartient aujourd'hui de raviver la flamme des idéaux de la Déclaration de Philadelphie pour rappeler qu'une paix durable n'est possible que si elle est assise sur la justice sociale. Nous affirmons que l'économie sociale et solidaire est l'économie du dialogue et de la paix. De la paix entre les peuples, de la paix à l'intérieur des nations, de la paix avec le reste du vivant dont nous dépendons.

C'est un stabilisateur. Ses principes de coopération et de solidarité lui permettent de réduire les tensions et les inégalités en répondant aux besoins des communautés et en maintenant la cohésion sociale. Cela s'est observé à chaque crise, de la crise des subprimes à la pandémie du Covid-19, en passant par les crises écologiques, comme lors des conflits armés où l'ESS concourt à la prévention, la reconstruction et la réconciliation.

L'ESS ne se limite cependant pas à réparer les désordres du monde. Présente sur tous les continents, elle imagine et expérimente des futurs désirables, offre un débouché positif aux nouvelles aspirations des jeunes. C'est un mouvement de démocratie économique qui reconstruit des communs face aux tentatives de sécession des hyper-riches.

Portée par les mouvements sociaux, la société civile et des entreprises collectives, l'ESS est une vitamine pour nos démocraties. Elle concrétise les droits économiques et sociaux, comme les droits des femmes, préserve les libertés dans l'espace public en particulier pour les médias, et offre des alternatives coopératives aux géants du numérique, des réponses à l'urgence climatique.

L'ESS est une économie porteuse de solutions pour mettre en œuvre la transition écologique juste. C'est un acteur économique efficient, qui ne traite pas les ressources matérielles et immatérielles de manière prédatrice, mais comme des biens à renouveler. Elle offre aux individus comme aux groupes un rôle, elle développe leur pouvoir d'agir par le contrôle démocratique, la participation économique et l'éducation en vue de l'émancipation et la prise en charge collective.

Face à la crise des États, dont des décennies de politiques néolibérales sont venues saper les fondements, nous devons renforcer les coalitions entre les villes et l'ESS, dans le prolongement de la Déclaration de Quito qui entendait favoriser un développement économique inclusif et des emplois décents.

Depuis tous les continents, nous affirmons notre ambition de renforcer nos pratiques afin de contribuer aux enjeux sur nos territoires en accélérant le développement de l'ESS et confirmons notre volonté de travailler de concert avec tous ceux engagés vers la transition socio-écologique nécessaire.

Plus que jamais, nous devons co-construire et co-produire des politiques transformatrices pour ré-encastrent l'économie dans la société.

Nous nous engageons à :

Donner suite à la mobilisation inédite du GSEF2025 en déployant des efforts sur nos territoires pour faire connaître et reconnaître l'ESS et ses ambitions.

- S'organiser et se mobiliser comme mouvement citoyen et transformateur au service d'une économie plus équitable, durable et démocratique et interpeller et sensibiliser les acteurs publics et de la société civile susceptibles de contribuer au développement de l'ESS et plus largement à la nécessaire transition socio-écologique.
- Accroître et accélérer les efforts pour mettre en place des écosystèmes favorables et développer des projets en ESS dans nos territoires avec tous les moyens disponibles.
- S'inspirer des meilleures pratiques, à travers la création d'une plateforme des initiatives de l'ESS et des villes, pour renforcer leur viabilité et leur portée.
- Développer les relations avec les autres réseaux internationaux de maires pour diffuser les valeurs et les politiques d'ESS.
- Rappeler l'importance de la participation citoyenne et du dialogue social pour l'innovation et la résilience des communautés et assurer la participation équitable et diversifiée, incluant des jeunes et des groupes sous-représentés, aux initiatives de l'ESS locales et nationales ainsi qu'à leurs lieux de gouvernance.
- Soutenir le bien-être individuel et collectif dans tous les territoires, incluant les communautés de départ d'immigrants pour cause de conflits et crises climatiques, ainsi que ceux d'accueil.
- Refuser toute soumission aux systèmes et aux régimes qui limitent les libertés et les droits sociaux, économiques et politiques.
- Renforcer les alliances entre réseaux pour parler d'une seule voix sur la scène internationale.
- Développer l'intercoopération entre les familles et les membres de l'ESS pour développer les territoires et créer des coalitions de cause.
- Favoriser des partenariats internationaux directs, équitables entre financeurs et financés.
- Soutenir la dynamique internationale de reconnaissance de l'ESS et les organisations qui la portent, tout en renforçant le dialogue entre les sociétés civiles internationales.
- Participer à l'émancipation culturelle et éducative de la population, afin de favoriser une prise de conscience plus approfondie de l'interaction entre les aspects économiques, sociaux et environnementaux.

Nous appelons à :

ONU et organisations internationales

- Continuer les activités d'analyse et de diffusion des connaissances sur l'ESS auprès des États.
- Continuer à sensibiliser les pays à la nécessité d'adopter des politiques de soutien pour le développement de l'ESS.
- Se doter d'organes internes spécialement consacrés à l'ESS.
- Créer une Organisation Pluri-Partenariale des Echanges Équitables.

Union européenne

L'ESS concrétise les valeurs de l'UE, définies dans l'article 2 du Traité. C'est un engagement qui nécessite aujourd'hui plus que jamais d'être renforcé :

- Persévérer et ne pas revenir sur les engagements pris dans le cadre du Plan d'action pour l'économie sociale et de la recommandation du Conseil du 27 novembre 2023.
- Promouvoir l'économie sociale au niveau interne, mais aussi dans les relations avec les pays non membres, en accordant une attention particulière aux régions avec lesquelles des accords d'association et/ou de commerce ont été conclus.
- Inscire l'économie sociale parmi les priorités de chacune de ses politiques et de chacun de ses programmes, quels que soient leurs objectifs généraux et leur dimension territoriale.
- Conserver une place importante pour la promotion de l'économie sociale dans le cadre financier pluriannuel.
- Maintenir l'économie sociale au cœur des politiques de cohésion sociale, économique et territoriale.
- Élaborer un cadre juridique et fiscal spécifique – et non exceptionnel – pour l'économie sociale.

États

- Adopter des lois qui reconnaissent, valorisent et favorisent le développement de l'ESS sur les territoires.
- Créer et investir des lieux de co-construction avec l'ESS de politiques et programmes adaptés aux enjeux de société auxquels l'ESS apporte une contribution distincte et structurante.
- Soutenir le financement de l'ESS en augmentant sa part dans les politiques publiques nationales et internationales.
- S'assurer que les outils de financement de l'ESS soient ancrés dans ses valeurs.

- S'assurer de l'accès équitable des entreprises de l'ESS aux mesures et programmes qui soutiennent le développement économique et les entreprises, incluant ceux pour l'achat public.
- Veiller à ce que les politiques publiques sectorielles (emploi, santé, logement, éducation, etc.) ou plus transversales (économie verte, économie circulaire, silver économie, etc.) reconnaissent le rôle de l'ESS et de ses acteurs pour leur mise en œuvre.
- Reconnaître le rôle moteur de l'ESS pour l'innovation sociale au service du progrès social.
- Mettre en œuvre une garantie d'emploi verte pour contribuer à la transition écologique en créant des emplois décents dans l'ESS.
- Soutenir le dialogue international en matière d'ESS, notamment en appuyant le maintien de ressources et expertises à cet effet dans les instances internationales.
- S'appuyer sur les universités pour développer l'éducation, la formation et la recherche sur l'ESS, en ayant une attention particulière à la construction et à l'accès aux données.
- Développer des programmes concertés et budgétés entre les Etats et les gouvernements locaux pour soutenir le développement de l'ESS.

Gouvernements locaux

- Reconnaître et soutenir les lieux de co-gouvernance de l'ESS comme conditions et partenaires pour le renforcement de l'ESS sur les territoires.
- Reconnaître et soutenir la prise en charge citoyenne d'actions structurantes en faveur du bien commun à travers l'ESS.
- Développer les initiatives locales en faveur du commerce équitable.
- Reconnaître et soutenir le développement de l'ESS comme un outil essentiel à une démocratie participative.
- Renforcer les partenariats entre les villes et l'ESS pour accompagner les migrations.
- Mettre en œuvre des stratégies écosystémiques reposant sur les dynamiques territoriales de l'ESS.



De gauche à droite : Stéphane Pfeiffer, Jinkyung Choi, Marguerite Mendell, Denise Fatoumata Ndour, Antonella Noya, Leandro Morais, Fabienne Oré-Courregelongue

Déclaration prononcée lors de la clôture du Forum BordeauxGSEF2025 au Palais de l'Atlantique à Bordeaux le 31 octobre 2025 par :

M. Timothée DUVERGER, *Président du Comité Scientifique de BordeauxGSEF2025, France*
 Mme Marguerite MENDELL, *Directrice de l'Institut Karl Polanyi d'économie politique et Professeure à l'Université Concordia, Québec, Canada*
 M. Stéphane MONTUZET, *Président de la CRESS Nouvelle-Aquitaine, France*
 Mme Aude SALDANA, *Secrétaire Générale du GSEF*
 M. Leandro MORAIS, *Professeur-chercheur à l'Université d'État de São Paulo, Brésil*
 Mme Nancy NEAMTAN, *Co-fondatrice du Chantier de l'Économie Sociale, Québec, Canada*
 M. Stéphane PFEIFFER, *Adjoint au maire de Bordeaux en charge de l'ESS, de l'urbanisme et de l'Habitat, France*
 M. Cheikh GUEYE, *Maire de la Commune de Dieuppeul-Derkle, Dakar, Sénégal*
 Mme Antonella NOYA, *Ancienne Cheffe d'unité de l'OCDE, Italie*
 M. Antoine DÉTOURNÉ, *Délégué Général de ESS France*
 Mme Denise Fatoumata NDOUR, *Administratrice générale de Sen'Finances, Sénégal*
 Mme Fabienne ORÉ-COURREGELONGUE, *Coordinatrice du Forum BordeauxGSEF2025, France*
 Mme Jinkyung CHOI, *Senior Program Manager, Korea Social Value and Solidarity Foundation – SVS Foundation, Corée du Sud*
 Mme Maud CARUHEL, *Vice-présidente ESS et Économie circulaire, Région Nouvelle-Aquitaine, France*



Déclaration pour une paix durable

Le rôle transformateur de l'ESS dans la promotion de la paix, de l'inclusion et de la résilience

[Télécharger la déclaration](#)[La déclaration en vidéo](#)

Dans un nombre croissant de pays, les femmes, les hommes, les enfants et la nature sont victimes de guerres et d'actes de génocide. Quelles que soient leurs causes (conflits ethniques, politiques ou économiques), les conséquences sont les mêmes : destruction, privations, pauvreté, famine, maladies, handicaps et morts à grande échelle.

Tout cela est inacceptable.

Dans certains contextes, ces réalités s'accompagnent de graves violations du droit international humanitaire et du droit international des droits de l'homme, y compris d'actes pouvant constituer des crimes au regard du droit international, ainsi que du déni du principe de l'égalité des droits et de l'autodétermination des peuples et des droits de l'homme et des libertés fondamentales pour tous, contrairement aux buts et principes de la Charte des Nations Unies.

De tels conflits pourraient être évités si nous nous éloignons résolument du modèle économique prédateur et destructeur promu par des dirigeants incapables de mener nos pays vers une voie pacifique, démocratique et protectrice fondée sur la coopération.

Un changement radical est nécessaire.

L'affaiblissement de la démocratie ou son absence, qui entraîne la marginalisation des citoyens dans la prise de décisions sociales et économiques, est un signe de la privation du droit des peuples à décider. La citoyenneté économique est essentielle au rétablissement d'une démocratie pleine et authentique.

L'absence de démocratie dans le système économique d'un pays affaiblit le rôle des citoyens et les relègue au second plan. Ils ne sont plus que des variables d'ajustement au service des objectifs d'une minorité fortunée, très éloignée du bien commun.

L'absence d'une obligation de rendre des comptes dans la structure des entreprises capitalistes empêche leurs propriétaires de ressentir directement les conséquences de leurs activités. Les abus commis à l'encontre des travailleurs, des communautés et de la nature résultent de structures décisionnelles qui placent le contrôle entre les mains de propriétaires éloignés, motivés par le profit. Ces structures ne permettent pas que soient entendus les besoins et les intérêts des travailleurs, des communautés locales ou de la nature elle-même.

L'absence d'une politique internationale visant à instaurer l'équité, à redistribuer les richesses volées par l'exploitation et à garantir l'accès à une éducation et à des opportunités de qualité sape la coopération et la solidarité. Elle favorise au contraire la concurrence, la division et le déni de notre humanité commune. Le modèle économique dominant transforme les individus en consommateurs isolés plutôt qu'en citoyens engagés. En conséquence, dans un nombre croissant de pays, de plus en plus de personnes deviennent réceptives aux programmes isolationnistes et autoritaires qui exploitent la peur de la différence, nient la responsabilité et aggravent les inégalités.

Le manque d'une ambition internationale visant à atténuer les effets du changement climatique alourdit le fardeau des aléas climatiques pour l'ensemble de l'humanité, et plus particulièrement pour les plus pauvres. À l'échelle mondiale, les pays en développement, pourtant les moins responsables du changement climatique, paient le prix des choix politiques et économiques égoïstes des pays occidentaux. À l'échelle nationale, ce sont encore les plus pauvres, les moins responsables, qui en sont les premières victimes : pollution, inondations, sécheresse...

L'absence de réglementation internationale sur l'utilisation des ressources naturelles, associée à la surconsommation irresponsable des pays développés, entraîne la destruction des ressources, la concurrence entre les peuples pour l'accès aux fruits de l'exploitation et un affaiblissement général des sociétés. L'eau, l'air, les forêts, lorsqu'ils sont exploités uniquement à des fins lucratives privées, génèrent des conflits liés à la survie et piègent les pays en développement dans un état de dépendance vis-à-vis des pays plus riches.

Nous, organisations et gouvernements locaux engagés dans l'économie sociale et solidaire (ESS), réunis au 7e Forum mondial de Bordeaux 2025, appelons – au nom de l'humanité et de la solidarité – à la fin des conflits en cours et à la construction d'un projet collectif international fondé sur la coopération, le dialogue interculturel, l'harmonie et la protection de la Vie.

Comme en témoignent les résolutions de la Conférence internationale du Travail (2022) et de l'Assemblée générale des Nations Unies (2023 et 2024), l'ESS peut contribuer à la paix, à la prévention, au relèvement et à la réconciliation en préservant la valeur ajoutée au niveau local, en soutenant les moyens de subsistance et en rétablissant la confiance par la participation et le partage des bénéfices. Elle renforce l'inclusion, le travail décent et la protection sociale, développe les services de soins, d'éducation et culturels, promeut la gestion responsable de l'environnement et les transitions justes, et contribue à l'organisation de chaînes d'approvisionnement équitables et résilientes. Les entités de l'ESS peuvent également offrir des opportunités sûres et dignes aux personnes en situation de vulnérabilité, notamment les femmes, les jeunes, les migrants, les réfugiés et les personnes handicapées, et faciliter leur transition du secteur informel au secteur formel, conformément aux normes internationales du travail.

Forts de ces reconnaissances, nous affirmons que l'économie sociale et solidaire – fondée sur la coopération plutôt que sur la concurrence, sur la répartition équitable des richesses plutôt que sur leur accumulation par une minorité puissante, sur le respect des ressources naturelles plutôt que sur leur exploitation financière, sur la compréhension mutuelle plutôt que sur l'opposition, et sur la démocratie économique plutôt que sur l'exploitation de masse – constitue une réponse majeure et essentielle à la prévention des conflits, à la reconstruction et à la réconciliation. L'ESS porte en elle l'esprit de justice sociale qui sous-tend nos institutions internationales, aujourd'hui mises à rude épreuve.

Sans justice sociale, il ne peut y avoir ni compréhension ni coopération. L'ESS est, sans aucun doute, une économie de la paix. Que ce soit en matière de prévention, de résistance, de reconstruction ou de réconciliation, même si elle ne résout pas tous les problèmes, nous affirmons que l'économie sociale et solidaire favorise les relations humaines pacifiques et la cohésion sociale, tant au niveau mondial que local.

Des exemples convaincants

- Lorsque l'ESS permet aux citoyens de retrouver leur citoyenneté économique en devenant des décideurs, elle favorise l'autonomisation et la coopération.
- Lorsque l'ESS organise la gouvernance des biens communs en proposant des outils pour la gestion collective et le partage des ressources, elle crée les conditions d'une utilisation durable de ces ressources, dans le respect des personnes et de la nature.
- Lorsque l'ESS redistribue et partage la richesse produite, en particulier avec les travailleurs, mais aussi avec les communautés, elle renforce la solidarité et la justice sociale.
- Lorsque l'ESS favorise la coopération entre les individus, indépendamment de leur origine sociale ou ethnique, elle nourrit la compréhension et le respect interculturels, deux éléments essentiels à la paix et aux relations harmonieuses entre les peuples.
- Lorsque l'ESS soutient le développement de partenariats commerciaux équitables dans les chaînes de valeur locales et mondiales, en particulier par le biais de coopératives rurales dirigées par des femmes, elle permet aux producteurs d'obtenir de meilleurs revenus. Lorsque l'ESS va encore plus loin, en localisant la transformation à proximité de la source des matières premières par le biais de coopératives, elle favorise les objectifs de décolonisation en générant des emplois de qualité, en développant les compétences et en maximisant la rétention de la richesse communautaire, mettant ainsi fin à l'ère de l'extraction mondiale des richesses du Sud vers le Nord.
- Lorsque l'ESS donne aux membres des communautés le pouvoir d'agir, elle crée les conditions propices à la coopération et à un dialogue social vertueux, permettant l'arbitrage des conflits qui favorise la justice sociale, économique et environnementale.
- Lorsque l'ESS veille à ce que les nouveaux arrivants soient accueillis avec dignité et favorise l'inclusion des plus vulnérables, elle contribue à renforcer les liens sociaux et notre capacité à vivre ensemble.

- Lorsque les entités de l'ESS jouent un rôle central dans le soutien aux personnes déplacées de force (FDP) et aux communautés d'accueil, grâce à une gouvernance inclusive, des approches participatives et la prestation de services communautaires, ces entités créent un accès à un travail décent, à la protection sociale et à l'autonomisation économique.
- Lorsque les questions technologiques et l'utilisation de l'IA conduisent à de nouvelles formes de contrôle de la population, l'ESS offre une réponse éthique au traitement des données afin de façonner notre avenir numérique.

Nous, acteurs et partisans de l'économie sociale et solidaire, notamment les travailleurs, les producteurs, les usagers, les communautés et leurs organisations, ainsi que les représentants des gouvernements, des organisations patronales et syndicales et des institutions internationales et régionales, nous sommes organisés collectivement et solidairement pour améliorer les conditions de vie de tous, dans le respect de toute forme de vie. Il s'agit d'un vaste mouvement citoyen qui prône une société fondée sur la solidarité, le respect, la bienveillance, le partage et la coopération.

Nous, citoyens réunis à Bordeaux à l'occasion de cette 7e édition du Forum mondial de l'économie sociale et solidaire, appelons donc les dirigeants à agir de manière responsable, à créer les conditions propices à la paix et à s'engager de toute urgence dans une transition vers un modèle économique résilient, équitable, redistributif et démocratique, dont l'économie sociale et solidaire peut être le fondement.

Nous demandons au GSEF de convoquer, à la suite du GSEF 25 de Bordeaux, un groupe de travail dont l'objectif sera d'approfondir les thèmes mentionnés ci-dessus et de proposer des recommandations et des mesures opérationnelles pour la mise en œuvre de cette déclaration.

Nous appelons tous les réseaux et organisations à se mobiliser sur cette question et à en faire une priorité.

Bordeaux, le 31 octobre 2025

Déclaration prononcée lors de la clôture du Forum BordeauxGSEF2025 au Palais de l'Atlantique à Bordeaux le 31 octobre 2025 par :

M. Ahmed GALAI, Lauréat du Prix Nobel de la paix 2015, Tunisie

Mme Merem TAHAR, Envoyée spéciale jeunesse du Président de la 15ème Convention des Nations Unies sur la Lutte contre la Désertification, France



Merem Tahar et Ahmed Galai / Photo : Thomas Sanson pour la Ville de Bordeaux



Déclaration internationale de la jeunesse pour l'ESS

[Télécharger la déclaration](#)[La déclaration en vidéo](#)

Préambule

Fruit d'un dialogue interculturel et d'un travail collectif, cette Déclaration internationale de la jeunesse pour l'ESS exprime non seulement des propositions pour atteindre les **Objectifs de développement durable de l'Agenda 2030 de l'ONU**, mais traduit également la conviction que l'ESS est une voie structurante pour les transitions sociales, environnementales, politiques, économiques et intérieures.

Présentée le 31 octobre lors de la cérémonie de clôture du Forum mondial de l'Économie Sociale et Solidaire, Bordeaux GSEF 2025, cette Déclaration porte la voix des jeunes devant les décideurs politiques et les réseaux internationaux, afin qu'elle soit entendue, reconnue et intégrée aux politiques publiques et organisations pour bâtir un monde plus inclusif, juste et durable.

Prolongeant les cadres internationaux déjà reconnus pour l'ESS et l'Agenda 2030, elle puise sa force dans les réalités vécues par les jeunes de chaque continent.

Fondées sur des rapports, **des études et des expériences de terrain, les recommandations qui y figurent proposent des solutions concrètes et applicables par les gouvernements nationaux et locaux, les instances continentales et régionales, ainsi que les organisations et réseaux de l'ESS.** Les références et publications mobilisées sont présentées en annexe, dans un souci de transparence, de cohérence et de crédibilité collective.

Introduction

Nous, jeunes d'Amérique latine, d'Afrique, d'Asie, d'Europe et d'Amérique du Nord, sommes réunies à Bordeaux, unies par nos diversités et guidées par une même aspiration. Nous affirmons notre volonté de bâtir un avenir fondé sur la justice sociale, la durabilité et la coopération.

Face aux crises écologiques, économiques et démocratiques qui menacent nos sociétés, nous refusons l'immobilisme et la résignation. Nous choisissons l'Économie Sociale et Solidaire (ESS) comme horizon commun : une économie au service de la vie, de la dignité et du bien-être collectif.

Notre voix s'inscrit dans une histoire : celle des jeunes qui, de Séoul à Montréal, de Bilbao à Mexico, de Dakar à Bordeaux, ont fait entendre leurs convictions au sein des Forums mondiaux de l'ESS. Cette Déclaration est l'héritière de ces mobilisations et la synthèse des plaidoyers continentaux élaborés en 2024 et 2025, grâce à la contribution de jeunes, de réseaux et d'organisations partenaires réunis au sein du Pôle Jeun'ESS du GSEF.

À travers six axes de plaidoyer, nous présentons nos priorités et nos recommandations : pour vivre dignement, travailler autrement, apprendre et transmettre, protéger le vivant, décider de notre avenir et construire la paix. Partout dans le monde, nous sommes déjà à l'œuvre.

Ensemble, nous voulons que nos idées se traduisent en politiques concrètes et que nos actions construisent des sociétés plus justes et résilientes.

Nos 6 axes de plaidoyer

1. Vivre dignement, droits fondamentaux et justice sociale



Nous, jeunes du monde, croyons en une société où la dignité humaine n'est pas un privilège mais un droit fondamental. Partout, les inégalités économiques, sociales, de genres et territoriales creusent les fractures et nourrissent la défiance. Nous refusons la précarité, les discriminations et les systèmes qui laissent de côté les plus vulnérables. L'ESS démontre qu'il est possible de placer la justice sociale au cœur des politiques publiques, en reconnaissant la valeur du soin, de la solidarité et du partage. Vivre dignement, c'est pouvoir participer pleinement à la vie collective, être reconnu, protégé et libre de contribuer à un avenir commun.

Nos recommandations :

- Renforcer **les cadres législatifs et politiques** qui garantissent la protection sociale universelle, l'égalité des droits et la lutte contre toutes les formes de discrimination.
- Développer **des mécanismes de redistribution équitable des richesses** à travers une fiscalité juste, transparente et solidaire.
- Soutenir **les initiatives locales et communautaires** qui favorisent l'inclusion sociale, l'accès à l'éducation, à la santé et au logement.
- Promouvoir **une égalité réelle entre les femmes et les hommes**, notamment dans l'emploi, la gouvernance et l'accès aux ressources économiques.
- Garantir **la participation des jeunes issus de groupes marginalisés** dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques publiques.

Vivre dignement, c'est bâtir des sociétés qui reconnaissent chaque voix, protègent chaque vie et offrent à chacun la possibilité d'agir et de contribuer.

2. Travailler autrement, vie saine et émancipation économique



Nous, jeunes du monde, refusons que le travail soit synonyme de précarité et de dépendance. Nous voulons un emploi qui relie le tissu social, qui contribue à la justice sociale et qui permet l'épanouissement. L'ESS ouvre cette voie : celle du partage des richesses, de la coopération et de la responsabilité collective. Dans les coopératives, les associations et les entreprises sociales que nous créons, nous expérimentons d'autres manières de faire : plus humaines, plus démocratiques, plus durables. Le travail n'est pas une fin en soi, c'est un moyen d'émancipation, de transformation des territoires et de création d'un milieu de vie.

Nos recommandations :

- Créer **des fonds nationaux et régionaux pour les jeunes et l'ESS** pour financer les initiatives portées par des jeunes, en privilégiant l'emploi collectif, local et durable.
- Soutenir **les coopératives et entreprises sociales dirigées par des jeunes** à travers des dispositifs d'accompagnement, de mentorat et d'accès simplifié aux marchés publics.
- Reconnaître **la valeur du volontariat** et du travail non marchand comme contribution sociale et environnementale essentielle.
- Intégrer dans les politiques de l'emploi : **la santé mentale, la qualité de vie au travail** et la conciliation entre vie professionnelle et **engagement citoyen**.
- Promouvoir **des formations à l'entrepreneuriat social et coopératif**, pour outiller les jeunes à créer des emplois qui ont du sens.

Travailler autrement, c'est repenser l'économie au service des personnes, des communautés et de la planète.

3. Apprendre, transmettre et agir ensemble



Nous croyons en une éducation qui émancipe, relie et transforme. Dans chaque école, chaque quartier, chaque territoire, l'apprentissage doit être un levier d'égalité et de créativité. L'ESS nous enseigne que le savoir se partage, que la coopération s'apprend et que la culture peut être un moteur de transformation. Nous voulons des espaces où les jeunes peuvent expérimenter, créer, débattre et agir. Apprendre ne se limite pas à accumuler des connaissances : c'est construire un regard critique, développer des compétences citoyennes et imaginer ensemble les solutions de demain.

Nos recommandations :

- Intégrer **les valeurs et pratiques de l'ESS** dans les programmes éducatifs, du primaire à l'enseignement supérieur.
- Soutenir **les initiatives d'éducation populaire et d'apprentissage non formel** qui favorisent la participation et la créativité des jeunes.
- Développer des incubateurs jeunesse et des espaces d'innovation sociale ouverts à tous les profils.
- Renforcer **les coopérations entre écoles, collectivités et organisations de l'ESS** pour rapprocher l'éducation des réalités locales.
- Valoriser **la culture, l'art et le patrimoine** comme outils de transmission, de dialogue interculturel et d'engagement citoyen.

Éduquer, c'est donner à chacun le pouvoir de comprendre et d'agir, pour construire une société de citoyens libres et conscients.

4. Protéger le vivant : écologie, territoires, climat et biodiversité



Nous faisons partie du vivant, et sa protection est indissociable de notre avenir. Partout, les crises écologiques, la perte de biodiversité, l'épuisement des ressources naturelles et les injustices climatiques menacent nos communautés. Face à ces urgences, nous affirmons que les réponses doivent être sociales autant qu'environnementales : protéger la nature, c'est aussi protéger les peuples. L'ESS ouvre la voie à des modèles fondés sur la sobriété, la coopération et le respect du vivant. Préserver nos territoires, c'est reconnaître la valeur des savoirs locaux, des initiatives communautaires et des solidarités qui relient l'humain à son environnement.

Nos recommandations :

- Soutenir les modèles agricoles durables et solidaires, en particulier l'agroécologie, la souveraineté alimentaire et les circuits courts.
- Préserver les écosystèmes marins et fluviaux à travers une pêche durable, des littoraux résilients et une gestion solidaire de l'eau comme bien commun.
- Impliquer les jeunes dans les politiques climatiques et dans la gouvernance environnementale à toutes les échelles.
- Développer des programmes de financement et d'accompagnement pour les initiatives locales de transition écologique portées par des jeunes.
- Encourager la coopération entre territoires pour partager les solutions face aux crises environnementales.
- Promouvoir une économie circulaire et solidaire, fondée sur le réemploi, la sobriété et la préservation des ressources naturelles.

Protéger le vivant, c'est faire de la Terre notre bien commun et penser les territoires comme des écosystèmes interdépendants, où se construisent des modèles durables fondés sur les savoirs, les cultures et les communautés qui les habitent.

5. Participer pleinement, gouverner autrement



Nous ne voulons plus être simplement consultés, mais pleinement associés aux décisions qui façonnent notre avenir. Trop souvent, les jeunes sont écartés des espaces où se décident les politiques publiques, alors même qu'ils en subissent les conséquences. Décider de notre avenir, c'est revendiquer une place légitime dans la gouvernance des territoires, des institutions et des organisations. La démocratie ne peut être vivante sans participation réelle, sans transparence ni responsabilité collective. L'ESS nous enseigne que chacun peut être acteur du changement et que la gouvernance partagée est la clé de sociétés plus justes et inclusives.

Nos recommandations :

- Créer **des mécanismes institutionnels permanents** de participation des jeunes dans les instances publiques et les organisations de l'ESS.
- Garantir **la transparence et l'accès à l'information**, conditions essentielles d'une citoyenneté active.
- Soutenir **les initiatives de gouvernance partagée**, locales et internationales, qui associent les jeunes à la conception et à l'évaluation des politiques.
- Intégrer **l'éducation à la citoyenneté**, à la démocratie et à la coopération dans les programmes scolaires et les formations civiques.
- Reconnaître et valoriser **les organisations et réseaux de jeunesse** comme des acteurs politiques à part entière dans les espaces de décision.

Passer de la consultation à la codécision, c'est permettre pleinement à chacun d'exercer son pouvoir citoyen pour transformer la gouvernance et faire vivre la démocratie.



6. Construire la paix et la solidarité entre les peuples

La paix ne se décrète pas, elle se construit chaque jour par la solidarité, la culture et la coopération. Dans un monde traversé par les crises, les migrations forcées et les tensions culturelles, nous affirmons que la paix commence lorsque chacun peut vivre, s'impliquer et s'épanouir au sein de sa communauté. L'absence d'opportunités, la précarité et les inégalités nourrissent les divisions et les drames humains. L'Économie Sociale et Solidaire, en favorisant l'emploi local, l'inclusion et la coopération, crée les conditions d'une stabilité durable et d'un dialogue entre les peuples. Elle offre les outils pour transformer les territoires en espaces de rencontre, de justice et d'espoir partagé.

Nos recommandations :

- Développer **des opportunités locales d'emploi, de formation et d'engagement** afin de prévenir les migrations contraintes et renforcer l'ancrage communautaire.
- Soutenir **les initiatives de coopération et de mobilité solidaire** portées par les jeunes, favorisant la compréhension mutuelle et les échanges équitables.
- Promouvoir **la jeunesse comme acteur de la diplomatie citoyenne** et de la médiation interculturelle.
- Développer **des programmes de coopération** entre jeunes et acteurs de l'ESS de différents territoires, afin de promouvoir la solidarité, le dialogue et la construction de solutions communes favorisant la paix.
- Valoriser **la culture, l'art et le dialogue interculturel** comme leviers de paix, de coexistence et de cohésion sociale.

Construire la paix, c'est permettre à chacun de vivre et d'agir dignement dans son territoire, pour que la solidarité et la coopération deviennent le langage commun entre les peuples, et que chaque jeune se reconnaisse comme citoyen du monde.

Appel Final

Cette Déclaration est une étape : elle porte la voix d'une génération unie par des valeurs communes et prête à conduire les changements nécessaires.

Partout dans le monde, les jeunes construisent déjà des solutions concrètes, à la croisée du local et du global, pour que l'économie serve la vie, la justice et le bien commun.

Nous appelons les gouvernements, les institutions, les collectivités et les acteurs de l'ESS à reconnaître pleinement la jeunesse comme une force de transformation, capable de privilégier la coopération et la solidarité pour relever les grands défis sociaux, économiques et environnementaux de notre temps.

Si l'Économie Sociale et Solidaire est le moyen d'atteindre les Objectifs de Développement Durable, que la jeunesse en soit la force motrice.

Ensemble, faisons de nos engagements des ponts entre les territoires, où les valeurs partagées rencontrent la richesse des diversités locales pour bâtir un avenir commun.

La mobilité doit être un droit, non un privilège. Pour que la paix et la coopération prennent tout leur sens, chaque jeune doit pouvoir circuler librement, être accueilli dignement et participer aux échanges qui tissent les liens entre les peuples.

Nous appelons à des politiques de mobilité plus accessibles, transparentes et équitables, garantissant la liberté de déplacement sans discriminations, fondées sur la confiance, le respect mutuel et la reconnaissance des diversités culturelles.

Favoriser la mobilité solidaire, c'est permettre à chaque citoyen du monde de partager, d'apprendre et de construire ensemble un avenir fondé sur la bienveillance et la réciprocité.



La Déclaration internationale de la jeunesse a été réinterprétée et portée sur scène par 32 jeunes de 18 nationalités, entourés par leurs pairs, lors de la cérémonie de clôture du Forum BordeauxGSEF2025 au Palais 2 l'Atlantique, le 31 octobre 2025.

- Karim SABOUROU *Bénin*
- Arlette Gertrude VAUTHIER *République Centrafricaine*
- Ombeline DAMESTOY *France*
- Mateusz SKUBLEWSKI *Pologne*
- Kostadin PETELOV *Bulgarie*
- Anna SUDER *Pologne*
- Mégane BOURDON *Québec, Canada*
- Dylan DARTEIL *France*
- Grigore RÎNJA *Moldavie*
- Florian-Lhilyan GEFROY *France*
- Laurie BOURGEOIS *Québec, Canada*
- Natholie Herty Bevroren NGOUANGA *République du Congo*
- Yann BEAUDEMOULIN *La Réunion, France*
- Jakob CLEYMANS *Belgique*
- Alicja WÓJCIK *Pologne*
- Adrien CHAREAU *France*
- Dimitris TSOTIS *Bulgarie*
- El Hacen DIALLO *Mauritanie*
- Lynn HAVILAND *France*
- Mercedes GARCÍA HERRERO *Espagne*
- Mariana Sarria BOHÓRQUEZ *Colombie*
- Alba DE LA CAL *Espagne*
- Cahéla KOULÉON *France*
- Riccardo D'ANTONA *Italie*
- Franck Ericman ANDRIAMAHOLISON *Madagascar*
- Eléonore BORDIONE *France*
- Fatoumata SOUARÉ *Guinée*
- Kinapina COULIBALY *Côte d'Ivoire*
- Erialle Soraya LOCKY NIANGOMBE *République du Congo*
- Malalanirina Lucile RAMAMONJISOA *Madagascar*
- Lucie DUCHESNE *Belgique*
- Lilou IGLESIA AUDUMARÈS *France*

Références

Les plaidoyers qui composent la Déclaration internationale de la jeunesse pour l'ESS s'appuient sur un ensemble diversifié de sources, à la fois institutionnelles, scientifiques et citoyennes.

Ils résultent d'un travail collectif mené dans le cadre du Pôle Jeun'ESS du GSEF, réunissant des organisations de jeunesse, des réseaux de l'ESS et des membres du GSEF engagés sur les questions de jeunesse.

La Déclaration a été introduite sur scène par les représentants des organisations co-pilotes du Pôle Jeun'ESS du GSEF :

- la Région Nouvelle-Aquitaine pour l'Europe,
- l'Institut National de l'Économie Sociale du Mexique pour l'Amérique Latine et les Caraïbes,
- NEXT-G pour l'Asie,
- l'Aile Jeunesse du Chantier de l'Économie Sociale pour l'Amérique du Nord,
- ABEWE pour l'Afrique.



De gauche à droite : Aude Saldana, Aurore Prévot, Berenice Alcalde, Laurie Bourgeois, Sohee Eom, Ndoumbé Pouye, Fabrice Balou / Photo : Thomas Sanson

Les contenus intègrent à la fois :

- les **rapports et cadres politiques internationaux** portant sur l'ESS, les Objectifs de Développement Durable (ODD) et la jeunesse ;
- les **contributions et témoignages directs** recueillis auprès de jeunes issus du monde entier, dans le cadre des campagnes de plaidoyer et des consultations menées entre 2024 et 2025 ;
- les **expériences et initiatives** partagées par les membres du GSEF et les réseaux partenaires continen-taux, notamment les organisations de jeunesse qui œuvrent avec et pour les jeunes et connaissent donc très bien les besoins et aspirations de ce public ;
- et enfin, les **cinq plaidoyers continentaux** (Afrique, Asie, Europe, Amérique latine et Caraïbes, Amérique du Nord) élaborés collectivement au sein du Pôle Jeun'ESS de chacun des continents.

Cette Déclaration s'inscrit également dans la continuité des **quatre déclarations internationales de la jeunesse pour l'ESS** élaborées lors des précédents événements et Forums mondiaux du GSEF :

- Déclaration du 1er Campus Mondial de la Jeunesse pour l'ESS, à Séoul en 2017,
- Déclaration de Bilbao GSEF 2018,
- Déclaration de Mexico GSEF 2020/21,
- L'appel de la Jeun'ESS de Dakar GSEF 2023



Cérémonie de clôture de BordeauxGSEF2025 / Photo : Thomas Sanson pour la Ville de Bordeaux





Gsef

BORDEAUX 2025

FORUM MONDIAL DE L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE
GLOBAL SOCIAL AND SOLIDARITY ECONOMY FORUM
FORO GLOBAL DE LA ECONOMÍA SOCIAL Y SOLIDARIA

29 - 31 October 2025

bordeauxgsef2025.org



Partenaires officiels



Partenaires



Partenaires en compétence



Soutiens : Aéma Groupe - Apec - Crédit Coopératif - Upcoop - Action Logement - Bordeaux Métropole Énergies - Emmaüs France Emmaüs International - Erasmus+ France
Agence du Service Civique - Fondation Grameen Crédit Agricole - Gironde Habitat - INAE - SIDI CCFD Terre Solidaire Fondation Terre Solidaire

